



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 29 du 30 juin 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} juillet 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	591
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	591
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	591
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-250 en date du 12 juin 2009 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM) du Nord-Est	591
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-251 en date du 12 juin 2009 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine	592
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	593
CABINET DU PREFET	593
Service interministériel de défense et de protection civile	593
Extrait de l'arrêté n° 45/2009/SIDPC du 23 juin 2009 fixant la composition du comité départemental canicule	593
Bureau des affaires politiques	594
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2009 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 14 juillet 2009	594
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2009 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2009	594
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	594
Bureau des réglementations	594
Extrait de l'arrêté du 15 juin 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « RBS SARL », 58 boulevard d'Austrasie - 54000 Nancy	594
Bureau des étrangers	595
Extrait de l'arrêté du 15 juin 2009 portant fermeture d'un local de rétention administrative dans le département de Meurthe-et-Moselle	595
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	595
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	595
Extrait de l'arrêté du 2 juin 2009 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire d'Hatrive	595
Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-009-007 du 16 juin 2009 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Mexy	596
Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00042 du 12 juin 2009 portant renouvellement de l'autorisation accordée par arrêté préfectoral en date du 10 février 1978 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant un plan d'eau sur la commune de Villers-La-Montagne	598
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2009 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de M. Daniel THOMAS, à l'effet d'être autorisé à régulariser deux plans d'eau dont il est propriétaire, sur le territoire de la commune de Sponville, au titre du code de l'environnement	600
Extrait de l'arrêté n° 54-2009-0001 du 18 juin 2009 portant abrogation de l'arrêté préfectoral n° 54-2008-00124 d'opposition à déclaration et portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau sur la commune de Neufmaisons	600
Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00005 du 17 juin 2009 portant autorisation temporaire au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant les travaux de mise en place d'un gué pour permettre la reconstruction du pont de la route de Douaumont sur le Woigt	601
Extrait de l'arrêté de renouvellement d'agrément du 18 juin 2009 délivré à la société CHIMIREC EST, ZI la Haie Sorette - 54450 Domjevin	603
Extrait de l'arrêté de renouvellement d'agrément du 18 juin 2009 délivré aux établissements GRANDIDIER, 1 route de Morville - 88330 Rehaincourt	604
Extrait de l'arrêté de renouvellement d'agrément du 18 juin 2009 délivré à la société SEVIA, Immeuble Le Colombus, 1 Rond Point de l'Europe - 92250 La Garenne Colombe	604
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	605
Extrait de l'arrêté modificatif du 18 juin 2009 de l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle	605
Décision du 18 juin 2009 portant règlement départemental du pouvoir adjudicateur pour l'application du code des marchés publics	605
Extrait de l'arrêté de transfert de l'actif et du passif du collège Salvador Allende d'Auboué du 25 juin 2009	606
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	606
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	606
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 12 juin 2009 autorisant l'adhésion des communes de Kuntzig et de Pierrevillers, situées en Moselle, au syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli Bois de Moineville	606
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2009 prononçant le surclassement de la commune de Maxéville dans la strate démographique des communes de 10 000 à 20 000 habitants	606
Extrait de l'arrêté du 25 juin 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat d'épuration de Saint-Nicolas-de-Port / Varangéville	607
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	607
Extrait de l'arrêté du 15 juin 2009 autorisant la création d'une régie d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Custines	607
Extrait de l'arrêté du 15 juin 2009 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de Custines	607
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	607
Extrait de l'arrêté du 17 juin 2009 constatant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire d'études	607
Extrait de l'arrêté du 22 juin 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Jarnisy	608
Extrait de l'arrêté du 22 juin 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de Briey	608
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	608
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	608
Extrait de la délibération n° 28/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 19 mai 2009 relative à la labellisation d'une unité cognitivo-comportementale au C.H.U. de Nancy	608
Extrait de la délibération n° 29/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 19 mai 2009 relative au regroupement d'un Hôpital de Jour, d'un C.M.P. et d'un C.A.T.T.P. sur Neuves-Maisons	609
Extrait de la délibération n° 30/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 8 juin 2009	609
Extrait de la délibération n° 37/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 juin 2009 relative à l'activité de gynécologie-obstétrique effectuée par l'HADAN	609
Extrait de l'arrêté A.R.H. Lorraine n° 88/2009 du 9 juin 2009 fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs des prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale	609
Service actions et établissements de santé	610
Extrait de l'arrêté n° 17 du 16 juin 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé	610
Extrait de l'arrêté n° 22 du 22 juin 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx	610
Extrait de l'arrêté n° 30 du 16 juin 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou	611
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	612
Division d'exploitation de Metz	612
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-034 en date du 18 juin 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A 33 du PR 22+100 au PR 23+500	612
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-035 en date du 19 juin 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de purge de la couche de roulement sur A33 du PR 22+000 au PR 20+300	613
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-038 en date du 26 juin 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose d'une ligne aérienne 20KV traversant A31 et A313 au droit de la commune d'Atton	614
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	615
Arrêté du 26 juin 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	615

Service actions et établissements de santé	616
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/790-09 du 25 juin 2009 portant modification de l'agrément n° 5 de l'entreprise de transports sanitaires HOLDING POIREL HENRY, Route de Blénod - 54700 Maldières	616
Service offre de soins de ville	616
Extrait de l'arrêté DDASS / OSV / n° 0619-09 du 15 juin 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée « Laboratoire d'analyses de biologie médicale THOUVENIN-GONTHIER » sise 11 rue de la République à Toul (54200), enregistrée sous le n° 09 - Autorisation n° 54-04	616
Service santé - environnement	617
Extrait de l'arrêté n° 460/2009/DDASS/SE du 18 juin 2009 portant déclaration d'insalubrité remédiable du logement situé au 1 ^{er} étage du bâtiment d'habitation sis 11, rue du Haut Chemin - 54590 Hussigny-Godbrange, avec interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux	617
Extrait de l'arrêté n° 571/2009/DDASS/SE du 19 juin 2009 portant déclaration d'insalubrité remédiable des parties privatives à usage d'habitation et des parties communes de l'immeuble sis 33, rue de Lorraine à Lunéville (54300), avec interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux	619
Service solidarité - autonomie	621
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS / SSA / n° 462 - DISAS / Direction PA/PH n° du 11 juin 2009 portant transfert à l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil - ALPHA SANTE - de l'autorisation de création de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de Villerupt précédemment accordée à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy	621
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 466 du 15 juin 2009 refusant à la Société (SARL) DOMIDOM SOINS l'autorisation de créer un service de soins infirmiers à domicile à Nancy	622
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 734 du 11 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué	622
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 766 du 22 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe	623
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 786 du 22 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames	623
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 787 du 23 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey	624
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 788 du 23 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaumeix	624
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	624
Service agriculture, forêt, chasse	624
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/277 du 9 juin 2009 pour le lancement de l'appel à propositions pour la réalisation du stage collectif obligatoire de 21 h dans le département de Meurthe-et-Moselle	624
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 280 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villerupt - Crusnes - Brehain-la-Ville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2675	625
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 281 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Brehain-la-Ville - Villerupt - Crusnes - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2872	625
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 282 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vitrimont - Anthelupt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2849	626
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 283 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vitrimont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2885	626
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 284 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domjevin - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2877	626
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 285 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domgermain - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2880	627
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 286 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Germain - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2874	627
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 287 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Montigny - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2848	627
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 288 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussièrès - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2797	628
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 289 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussièrès - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2879	628
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 290 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Lassus - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2882	628
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 291 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2888	629
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 292 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Nicolas-de-Port - Rosières-aux-Salines - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2855	629
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 293 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pexonne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2873	629
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 294 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-derrière-Foug - Boucq - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2884	630
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 295 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Abaucourt-sur-Seille - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2887	630
Extrait de l'arrêté n° 361/2009 du 23 juin 2009 prononçant application du régime forestier dans la commune d'Allamps	630
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VÉTÉRINAIRES	630
Service santé et protection animales et environnement	630
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.079 du 12 juin 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Mélodie PERROT, vétérinaire à Villers-lès-Nancy	630
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE	631
Extrait de l'arrêté du 19 juin 2009 relatif au régime d'ouverture au public des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE) et du Service des Impôts des Particuliers - Service des Impôts des Entreprises (SIP-SIE)	631
Extrait de l'arrêté du 19 juin 2009 relatif à la fermeture exceptionnelle des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE) et du Service des Impôts des Particuliers - Service des Impôts des Entreprises (SIP-SIE), le lundi 13 juillet 2009	631
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	631
Trésorerie de Briey Joëuf - En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Denise BALDINI, Contrôleur du Trésor	631
Trésorerie de Briey Joëuf - En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Solange BUTTIGNOL, Contrôleur du Trésor	632
Trésorerie de Briey Joëuf - En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Claudine GAC, Contrôleur du Trésor	632
Trésorerie de Briey Joëuf - En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Annick GEORGE, Contrôleur du Trésor	633
Trésorerie de Briey Joëuf - En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Nicolas LAZZAROTTO, Inspecteur du Trésor	633
Trésorerie de Briey Joëuf - En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Christian LOMBARD, Contrôleur du Trésor	633

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Marie-France ONOFRI, Contrôleur du Trésor	634
Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Martine PIGOT, Contrôleur du Trésor	634
Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mlle Dominique QUQUE, Contrôleur du Trésor	634
Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Nadine ROZMANOWSKI, Inspecteur du Trésor	635
Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Liliane SCATIGNO, Contrôleur du Trésor	635
Trésorerie de Toul – En date du 1 ^{er} avril 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal	636
Trésorerie de Lunéville – En date du 3 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Dominique STAUFFER, Contrôleur du Trésor	636
Trésorerie de Lunéville – En date du 3 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence GEORGE, Contrôleur du Trésor	636
Trésorerie de Lunéville – En date du 3 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Pascal ADELE, Contrôleur Principal du Trésor	636
AUTRES SERVICES	637
RESEAU FERRE DE FRANCE	637
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 19 juin 2009 d'un terrain sis à Villecey-sur-Mad (54)	637
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	637
Extrait de la décision n° 09-05 du 23 avril 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant les élections des délégués cantonaux en MSA en 2010	637
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	638
Décision de délégation de signature du 16 juin 2009	638
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	638
Décision n° 022/09 du 15 juin 2009 portant délégation de signature	638
AVIS ET COMMUNICATIONS	638
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	638
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	638
Service aménagement durable, urbanisme, risques	638
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16239 du 30 juin 2009 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de Jarny	638

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-250 en date du 12 juin 2009 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECAM) du Nord-Est

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Sont nommés membres du conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mlle STEPHANN Ghislaine (Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
Mme DUMENIL Sabine née ETIENNE (Conseiller de la CPAM de la Marne)

Suppléants : Mme COUVAL Marie-Thérèse née CONRAUD (Conseiller de la CPAM des Vosges)
M. DECLERCQ Francis (Conseiller de la CPAM de la Marne)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. MAZZIER Jean-Pierre (Conseiller de la CPAM de la Meuse)
Mme TAILLANDIER Elisabeth (Conseiller de la CPAM de la Marne)

Suppléants : M. FAIVRE Jean-Raymond (Conseiller de la CPAM de Metz)
M. HARAUT Jacques (Conseiller de la CPAM de Haute-Marne)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. ZAGAR Patrice (Conseiller de la CPAM de Longwy)
M. RAUCH Léon (Conseiller de la CPAM de Sarreguemines)

Suppléants : M. RICHETON Christian (Conseiller de la CPAM d'Epinal)
M. DHOBIE Jean-Pierre (Conseiller de la CPAM de la Marne)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (Conseiller de la CPAM de Nancy)

Suppléant : Mlle TYKOCZINSKY Caroline (Administrateur de la CRAM du Nord-Est)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. INGRET Bernard (Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)

Suppléant : M. TORNAMBE François (Conseiller de la CPAM de Nancy)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation de :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : M. BERTRAND Michel (Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. COUR Jean-Louis (Conseiller de la CPAM de Thionville)
Mlle DUBOIS Danielle (Conseiller de la CPAM des Ardennes)
M. STROHL Jean-Claude (Conseiller de la CPAM des Vosges)

Suppléants : Mme RECEVEUR Stéphanie (Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. CASTELLO Jean-Pierre (Conseiller de la CPAM des Ardennes)
M. VILLEMEN Joël (Conseiller de la CPAM des Vosges)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. SCHOSSELER Jean-Claude (Conseiller de la CPAM de la Marne)
M. MAHLER Etienne (Conseiller de la CPAM de Nancy)

Suppléants : M. FUCHS Sébastien (Conseiller de la CPAM de la Marne)
Mme HENRIOT Marie-Josèphe née PERRIN (Conseiller de la CPAM des Vosges)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. PINELLI Pascal (Conseiller de la CPAM de Longwy)
M. BACHELARD Georges (Conseiller de la CPAM de la Marne)

Suppléants : M. POIREL André (Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. VENCK Joël (Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaires : M. MASSON Laurent (Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. MARCHAL Aimé (Conseiller de la CPAM des Vosges)

Suppléants : M. WEIDMANN Robert (Conseiller de la CPAM de Metz)
Mme PAILLA Paulette (Conseiller de la CPAM des Ardennes)

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2008-385 du 28 octobre 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, les Préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Metz, le 12 juin 2009

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-251 en date du 12 juin 2009 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Sont nommés membres du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mme HILPERT Bernadette née MULLER (CPAM Sarreguemines)
M. CICCOTELLI Sylvio (CPAM Nancy)
Suppléants : M. TOMMASINI Michel (CPAM Epinal)
M. MARTY André (CPAM Bar le Duc)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. ATTENONT Hubert (CPAM Nancy)
Mme LEJEUNE Monique (CPAM Metz)
Suppléants : M. VILLAUME Michel (CPAM Epinal)
Mlle GILSON Nicole (CPAM Bar le Duc)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : Mlle CASANOVA Aline (CPAM Metz)
M. FEUILLATRE Patrick (CPAM Nancy)
Suppléants : M. GEORGES Raymond (CPAM Nancy)
M. BRIAUX Yves (CPAM Bar le Duc)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)
Suppléant : M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. ADAM Gérard (CPAM Thionville)
Suppléant : M. DEGRATI Christian (CPAM Metz)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires : M. CLEDAT Alain (CPAM Bar le Duc)
M. COUR Jean-Louis (CPAM Thionville)
M. HEUGUES Bernard (CPAM Nancy)
M. STROHL Jean-Claude (CPAM Epinal)

Suppléants : Mlle FELLER Fanny (CPAM Nancy)
M. JOMARD Daniel (CPAM Epinal)
M. SCHLEISS Bernard (CPAM Sarreguemines)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. VOINSON Dominique (CPAM Nancy)
M. HEIT Stéphane (CPAM Nancy)
Suppléants : M. VOIRIN Frédéric (CPAM Epinal)
Mme PERGENT Martine née BARTHELEMY (CPAM Bar le Duc)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. MUSQUAR Yves (CPAM Nancy)
M. POIREL André (CPAM Nancy)
Suppléants : M. PINELLI Pascal (CPAM Longwy)
M. HAMARD Michel (CPAM Nancy)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

Titulaires : M. BARNAGAUD Gilles (CPAM Bar le Duc)
M. MASSON Laurent (CPAM Nancy)
Suppléants : M. WEIDMANN Robert (CPAM Metz)
M. THIRIET Daniel (CPAM Epinal)

- En tant que représentants du régime d'Assurance Maladie des Travailleurs non Salariés non Agricoles :

Titulaires : M. CENTONZE Salvatore
M. THOMAS Christian
Suppléants : M. ESCHENBRUMER Daniel
M. LAURENT Guy-Bernard

- En tant que représentants du régime Agricole d'Assurance Maladie :

Titulaires : M. DESALME Claude
M. LEROY Patrick
Suppléants : Mme BRODIER Renée
M. GAUTROT Gilbert

- En tant que représentants du Régime Minier de Sécurité Sociale :

Titulaires : M. SAUER Roger
M. MAGNO Emmanuel
Suppléants : M. GROH Eric
M. VALIN Léon

- En tant que représentants de l'Instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :

Titulaire : M. LORTHIOIS Daniel
Suppléant : M. LAHMADI Mohamed

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2009-69 du 12 février 2009 portant nomination des membres du Conseil de l'URCAM de LORRAINE est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

Metz, le 12 juin 2009

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté n° 45/2009/SIDPC du 23 juin 2009 fixant la composition du comité départemental canicule

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 28 mai 2008 fixant la composition du comité départemental canicule pour l'année 2008 visé ci-dessus est abrogé.

Article 2 : Le comité départemental canicule, présidé par M. le préfet de la Meurthe-et-Moselle ou son représentant, est composé de la manière suivante :

REPRESENTANTS DES SERVICES DE L'ETAT CONCERNES

- le recteur de l'académie de Nancy-Metz ou son représentant
- le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation ou son représentant
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou son représentant, chargé du secrétariat du comité
- le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ou son représentant
- le délégué départemental de METEO France ou son représentant
- le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant
- la directrice régionale et départementale de la jeunesse et des sports ou son représentant

REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

CONSEIL GENERAL

- M. Michel DINET, président du conseil général ou son représentant

MAIRES DES PRINCIPALES VILLES

- le maire de NANCY ou son représentant
- le maire de VANDOEUVRE ou son représentant
- le maire de LUNEVILLE ou son représentant
- le maire de TOUL ou son représentant
- le maire de BRIEY ou son représentant
- le maire de LONGWY ou son représentant
- le maire de PONT-A-MOUSSON ou son représentant

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES MAIRES

- la présidente de l'association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE

- le délégué départemental de l'UDCCAS ou son représentant

REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE CHAMP SANITAIRE, MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL

MAISONS DE RETRAITE ET AUTRES INSTITUTIONS

- M. PETIT, directeur de la maison de retraite de ROSIERES –AUX- SALINES
- M. PERCEAU, directeur de la maison de retraite de SAINT- FIRMIN
- Mme MATHIEU, directrice de l'U.R.I.O.P.S.S
- le président du CODERPA ou son représentant

ETABLISSEMENTS DE SANTE et, le cas échéant, gestionnaires de Maisons de Retraite, d'U.S.L.D et de S.S.I.A.D.

- M. SAUVAGE, fédération des établissements d'hospitalisation et assistance privées - association hospitalière St Eloi NEUVES MAISONS

- M. Gilles BAROU, représentant la fédération hospitalière de France

ASSOCIATIONS GESTIONNAIRES DE L'AIDE A DOMICILE ET DE S.S.I.A.D.

- M. LUCIEN, fédération A.D.M.R.

- Mme BONNET, infirmière coordinatrice SSIAD de l'OHS de NANCY

ASSOCIATIONS RELEVANT DU CHAMP SOCIAL

- le délégué départemental de la FNARS ou son représentant
- le directeur de l'agence départementale d'ADOMA ou son représentant
- le directeur général de l'ARS responsable du SAMU social ou son représentant
- la présidente de l'association Agir Lorraine ABCD ou son représentant
- la responsable de l'Armée du Salut de Nancy ou son représentant
- le président de l'association « chrétiens dans le monde rural » ou son représentant
- le président de la Croix Rouge Française ou son représentant
- le président d'Emmaüs France ou son représentant
- la présidente de « familles rurales » ou son représentant
- la déléguée générale de la fédération nationale de clubs d'ainés ruraux ou son représentant
- le président d'Alzheimer 54 ou son représentant
- le président des Petits Frères des Pauvres ou son représentant
- le président des œuvres hospitalières de l'ordre de Malte ou son représentant
- le président de l'union régionale pour l'habitat des jeunes ou son représentant
- le président de « médecins du monde » ou son représentant

INTERVENANTS DE PROXIMITES

- le directeur de la poste ou son représentant
- le président de la chambre syndicale des propriétaires et des copropriétaires ou son représentant
- le directeur d'électricité de France ou son représentant

REPRESENTANTS AU TITRE DE LA PERMANENCE DES SOINS

- le président du conseil de l'ordre des médecins ou son représentant
- le directeur du SAMU ou son représentant
- le directeur du SDIS ou son représentant
- le directeur de SOS Médecins ou son représentant
- le représentant du dispositif de régulation des appels téléphoniques mis en place par les médecins libéraux

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité départemental canicule.

Nancy, le 23 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Bureau des affaires politiques***Extrait de l'arrêté du 12 juin 2009 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 14 juillet 2009**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

- Monsieur FASTREZ Jean-François
Ecluse n°45 - 70500 CORRE
- Monsieur DUPIN Patrick
46 rue du Ruisseau - 54200 ECROUVES
- Monsieur LAGABE Régis
1 rue de l'Abattoir - 55800 REVIGNY-SUR-ORNAIN
- Monsieur REBER André
28 route départementale - 55500 SAINT-AMAND-SUR-ORNAIN
- Monsieur MANCHETTE Denis
42 rue de l'Eglise - 55500 MENAUCOURT
- Monsieur EL HOUSSINE Kamal
3 bd des Ardennes - 55000 BAR-LE-DUC
- Monsieur HECHT Michel
Ecluse 51 - 55800 REVIGNY-SUR-ORNAIN
- Monsieur HENNE Claude
53 bis rue de l'Armée Patton - 54770 BOUXIERES-AUX-CHENES
- Monsieur JACOB Roger
6 rue des Ardennes - 55700 STENAY
- Monsieur NICOLAS Serge
Ecluse 14 - 55300 AMBLY-SUR-MEUSE
- Monsieur JACQUOT Pascal
141 rue Marguerite d'Anjou - 54700 PONT-A-MOUSSON
- Monsieur TALON Philippe
Barrage de Monthermé - 08800 MONTHERME

Article 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à M. le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

Nancy, le 12 juin 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2009 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Au titre de l'année 2009, la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles est décernée aux personnes dont les noms suivent :

- Médaille de bronze
- M. Jacques BIQUET
 - M. Alain FRAUDEAU
 - Mme Céline CANET
 - M. Philippe LOUIS
 - M. Mickaël BEAUJEAN
 - M. Jacques HECHT
 - M. Laurent MAILLIOT
 - M. Didier PARISSE
 - M. Didier POIROT
 - M. Vincent PREVOT
 - M. Michel REANI
 - M. Hugues VERRIER
 - M. Roger VAN HOEYLANDT

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 juin 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 15 juin 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « RBS SARL », 58 boulevard d'Austrasie - 54000 Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire en exploitation directe les activités funéraires suivantes :

- l'organisation des obsèques,
- la fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 - L'entreprise susvisée est habilitée à exploiter par sous-traitance les activités suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- les soins de conservation,

- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil.

Article 3 - Le numéro d'habilitation est 2009-54-171.

Article 4 - La durée du présent renouvellement est de six ans.

Article 5 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 6 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Madame Bénédicte COCHINAIRE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de NANCY,

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Nancy, le 15 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous-direction du conseil juridique et du contentieux - 11 rue des Saussaies - 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Bureau des étrangers

Extrait de l'arrêté du 15 juin 2009 portant fermeture d'un local de rétention administrative dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le local de rétention administrative situé au commissariat de police de Nancy – boulevard Lobau, destiné à assurer la garde des ressortissants étrangers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement est fermé à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie est transmise au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy, au procureur de la République près du tribunal de grande instance de Briey, au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ainsi qu'au contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Nancy, le 15 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 2 juin 2009 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire d'Hatrizze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune d'Hatrizze tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie d'Hatrizze pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie d'Hatrizze, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,

- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-009-007 du 16 juin 2009 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Mexy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : La société Eurovia Lorraine, agence de Briey, dont le siège social est ZI de la Chesnois à Briey, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, située sur le territoire de la commune de Mexy, lieu-dit "Fond de Senelle" et "Sur la grande côte", dans les conditions présentées dans le dossier de demande d'autorisation et définies dans le présent arrêté et dans ses annexes I et II.

Article 2 : Seuls les déchets suivants, figurant dans le dossier de demande et dans l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006, peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

Chapitre de la liste des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)	Code (article R 541-8 du code de l'environnement)	Description	Restrictions
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 05 04	Terres et pierres	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable
(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc..., peuvent également être admis dans l'installation.			

Article 3 (1) : Aucun déchet contenant de l'amiante ne peut être enfoui dans cette installation.

Article 4 : L'exploitation est autorisée pour une durée de treize (13) ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à : 130 000 m³.

Article 5 : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à 10 000 m³ soit 20 000 tonnes/an

Article 6 : L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

Article 7 : L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types ou natures et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

Article 8° : Les servitudes relatives à la protection des bois et forêts figurant sur la carte annexée au présent arrêté devront être respectées.

Article 9 : - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux présenté devant le tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est fixé à

* 2 mois par le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision.

* 2 mois par les tiers à compter de l'achèvement des formalités de publicité prévue à l'article 10 ci-dessous.

Article 10 : Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- au directeur de la société Eurovia
- aux maires des communes de Mexy, Longwy et Herserange,
- au président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy,
- à M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture
- à M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- à M. le directeur régional de l'environnement,
- à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Mexy. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 11 : La décision implicite de rejet pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Mexy par la société Eurovia Lorraine née à compter du 23 décembre 2008 est abrogée.

Article 12 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et M. le maire de Mexy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

(1) Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Nancy, le 16 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Annexe I :

I - Dispositions générales.

1. Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

II - Règles d'exploitation du site.

2.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

2.2. Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

2.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

2.4. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter d'altérer les qualités paysagères du site (peinture, clôtures, merlons, plantations, engazonnement,...), notamment par rapport aux perceptions visuelles depuis les habitations et les axes de circulation.

2.5. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.6. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

2.7. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

2.8. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

2.9. Brûlage

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

(Référence : article R 541-74 du code de l'environnement)

III - Conditions d'admission des déchets.

3.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques »

3.2. Déchets interdits

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit.

(Référence : article R 541-81 1 du code de l'environnement)

3.3. Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.4. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

3.6. Déchets d'enrobés bitumineux

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

3.7. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontalier de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régala des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.9. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

3.10. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

IV - Remise en état du site en fin d'exploitation.

4.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

4.2. Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

4.3. Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500^{ème} qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

V - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes. (2)

SANS OBJET

(2) Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

Annexe II

Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4000

* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30000**
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

** Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00042 du 12 juin 2009 portant renouvellement de l'autorisation accordée par arrêté préfectoral en date du 10 février 1978 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant un plan d'eau sur la commune de Villers-La-Montagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le plan d'eau a été régulièrement autorisé le 10 février 1978 ;

Considérant que les nouvelles prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, notamment en étiage ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} : Objet de l'autorisation

La SCI Entente Saubrange, représentée par Monsieur Gillet Jean-Jacques (5, rue Voltaire 54590 Hussigny-Godbrange) est autorisée, en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, à exploiter le plan d'eau sur la commune de Villers-La-Montagne, conformément aux prescriptions énoncées aux articles suivants.

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime et arrêtés de prescriptions générales
1.2.1.0.	Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, ..., d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1000 m3/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau .	Autorisation Arrêté du 11 septembre 2003
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : surface soustraite supérieure ou égale à 400 m2 et inférieure à 10 000 m2.	Déclaration

3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha	Déclaration

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les ouvrages sont situés sur les parcelles section A n°4 et 6 sur la commune de Villers-la-Montagne et sont réalisés conformément aux plans déposés lors de la demande initiale d'octobre 1977.

Superficie du plan d'eau : 2880 m².

Le plan d'eau est complètement étanché par l'intermédiaire d'une bêche.

Le plan d'eau sera alimenté par prise d'eau dans le ruisseau de La Moulaine, 1ère catégorie piscicole.

Les eaux rejetées par le déversoir ou trop-plein ou lors de vidanges rejoindront le ruisseau de La Moulaine.

Les ouvrages de prises d'eau, de trop-plein et de vidange sont équipés de grilles fixes et inamovibles d'espacement 10 mm maximum entre les barreaux.

L'ouvrage de prise d'eau, réalisé en maçonnerie est situé dans la berge en rive droite, permet l'alimentation du plan d'eau par une canalisation de 300 mm ;

Le déversoir permet le réglage du niveau d'eau par un système de planches ; il est également équipé de grilles fixes ;

Le système de vidange est réalisé par une canalisation de 300 mm, débouchant dans la Moulaine, via un moine.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Afin de préserver le ruisseau et garantir un débit naturel à l'étiage, le fond de la prise d'eau du plan d'eau devra se situer à 30 centimètres au dessus du fond du lit de La Moulaine, afin que le plan d'eau ne puisse être alimenté qu'en période de hautes eaux.

Les travaux sur la prise d'eau devront être réalisés 1 mois après la notification du présent arrêté.

Le pétitionnaire prendra contact avec le service police de l'eau de la DDEA et le service départemental de l'ONEMA 15 jours après la fin des travaux, pour réaliser le contrôle de la bonne exécution de cette prescription.

Aucun barrage, seuil ou obstacle permanent ou temporaire, dans le lit de La Moulaine, permettant de relever le niveau d'eau, ne sera autorisé.

Tout élevage piscicole intensif ou semi-intensif nécessitant le nourrissage des poissons, l'épandage d'engrais ou de matières organiques est strictement interdit.

Les vidanges de ce plan d'eau doivent faire l'objet d'un dossier de déclaration, qui sera déposé au minimum 3 mois avant la date prévue pour la vidange. Les vidanges sont interdites du 1^{er} novembre au 31 mars.

Le remplissage du plan d'eau suite à une vidange ne peut se faire durant la période allant du 15 juin au 30 septembre.

Aucun bac de vidange n'étant réalisé, les captures de poissons lors des vidanges devront se faire par filet.

Article 4 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Le prélèvement d'eau dans La Moulaine doit être évalué.

Pour se faire, à chaque visite, le pétitionnaire mesurera la hauteur d'eau transitant dans la canalisation depuis le fond de celle-ci et consignera, pour chaque date, cette mesure dans un cahier d'enregistrement tenu à la disposition des agents chargés de la police de l'eau.

Lorsque la canalisation n'est pas alimentée, il sera indiqué « 0 cm ».

Article 5 : Prescriptions générales

Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions générales relatives aux prélèvements (rubrique 1.2.1.0.) ; toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser à la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Conformément à l'article L. 432-5 du code de l'environnement, les canaux d'amenée et de fuite (trop-plein, vidange, ...) devront être équipés des dispositifs empêchant la pénétration du poisson. Ces dispositifs sont des grilles fixes d'un espacement maximal de 10 mm entre les barreaux.

La Moulaine, ruisseau récepteur des rejets du plan d'eau, est classée en première catégorie piscicole, par conséquent conformément à l'article L432-10, il est interdit :

- D'introduire dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, et dont la liste est fixée par décret ;
- D'introduire sans autorisation dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons qui n'y sont pas représentés ; la liste des espèces représentées est fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce ;
- D'introduire dans les eaux classées en première catégorie, en vertu du 10^o de l'article L. 436-5, des poissons des espèces suivantes : brochet, perche, sandre et black-bass ;

Conformément à l'article L432-12, les poissons ou alevins introduits dans le plan d'eau doivent provenir d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture agréés ;

Aucun ouvrage, susceptible d'empêcher la libre circulation du poisson et des sédiments, ne sera placé dans le lit des ruisseaux ;

Aucun déversement susceptible d'altérer la qualité naturelle de l'eau ne sera effectué ;

La vidange de ce plan d'eau est soumise au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.4.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture au minimum trois mois avant la date souhaitée de la vidange.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de la signature du présent acte.

La demande de renouvellement de cette autorisation devra intervenir au plus tard un an avant la date d'expiration de cette autorisation.

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément au contenu du dossier et aux plans joints à la demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Tout changement de bénéficiaire de l'autorisation, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 9 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.
Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 10 : Condition de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définies à l'article R214-20 du code de l'environnement.

Article 11 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 12 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 13 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 15 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux maires des communes de Villers-la-Montagne et Hussigny-Godbrange. Elle y sera affichée pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande de renouvellement d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie des communes de Villers-la-Montagne et Hussigny-Godbrange.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 16 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Article 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, les maires des communes de Villers-la-Montagne et Hussigny-Godbrange, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Une copie du présent acte sera adressé au Sous-Préfet de Briey, au Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Bassin Ferrifère ainsi qu'à M. le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et du développement économique,
Michel JEANNEY

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2009 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de M. Daniel THOMAS, à l'effet d'être autorisé à régulariser deux plans d'eau dont il est propriétaire, sur le territoire de la commune de Sponville, au titre du code de l'environnement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il ne pourra être statué sur la demande dans le délai imparti;

ARRETE

Article 1^{er} : Le délai de 3 mois prévu par l'article R 214-12 du code de l'environnement pour statuer sur la demande de M. Daniel THOMAS est prorogé de 2 mois.

Article 2 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe & Moselle, M. le sous-préfet de BRIEY, M. le maire de SPONVILLE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. Daniel THOMAS, pétitionnaire.

- M. le sous-préfet de BRIEY.

- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et du développement économique,
Michel JEANNEY

Extrait de l'arrêté n° 54-2009-0001 du 18 juin 2009 portant abrogation de l'arrêté préfectoral n° 54-2008-00124 d'opposition à déclaration et portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau sur la commune de Neufmaisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les délais de recours sont respectés ;

Considérant que les délais de notification et de signature de l'arrêté d'opposition à déclaration n'ont pas été respectés ;

Considérant que l'écoulement présent sur le bord de la parcelle est un cours d'eau et non un fossé comme indiqué dans le dossier ;

ARRETE**Titre I : OBJET DE LA DECLARATION****Article 1^{er} : Objet de la déclaration**

Il est donné acte à Monsieur BRICKER Thierry de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la création d'un plan d'eau sur la commune de Neufmaisons.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**Article 2 : Prescriptions générales**

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont jointes au présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

L'écoulement bordant la parcelle est un cours d'eau, la déclaration ne porte pas sur le prélèvement dans le milieu superficiel, tous les ouvrages (barrage, tuyaux et prises d'eau) sont à détruire dans le mois suivant la date de signature de cet arrêté.

Article 4 : Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES**Article 5 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration non contraies aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande de recours gracieux sur opposition à déclaration doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de deux mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence gardé par l'administration sur la demande de recours gracieux déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de deux mois emporte décision implicite du projet.

Article 9 : Abrogation

L'arrêté préfectoral n° 54-2008-00124 en date du 19/11/2008 portant opposition à déclaration concernant la création d'un plan d'eau est abrogé.

Article 10 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Neufmaisons, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins six mois.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le maire de la commune de Neufmaisons, le président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE bassin ferrifère, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 18 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

L'annexe : Arrêté du 27 août 1999 est consultable à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – direction du développement durable et des politiques interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00005 du 17 juin 2009 portant autorisation temporaire au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant les travaux de mise en place d'un gué pour permettre la reconstruction du pont de la route de Douaumont sur le Woigot

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le pétitionnaire a été consulté après le CODERST, afin de faire part de ses observations dans le délai de 15 jours conformément à la réglementation et qu'il a adressé ses observations en date du 7 juin 2009 ;

ARRETE**Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE****Article 1^{er} : Objet de l'autorisation temporaire**

La commune de Mancieulles, représentée par son maire, est autorisée, en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à mettre en place un gué dans le lit mineur du Woigot pour permettre la démolition du pont de la route de Douaumont avant sa reconstruction ;

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Prescriptions générales
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues	Autorisation	
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau - sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m	Déclaration	Arrêté ministériel du 28 novembre 2007
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur - supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m	Déclaration	Arrêté ministériel du 13 février 2002 modifié par arrêté ministériel du 27 juillet 2006
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m	Déclaration	Arrêté ministériel du 13 février 2002 modifié par arrêté ministériel du 27 juillet 2006
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens - Destruction de moins de 200 m² de frayères	Déclaration	

Les travaux devront être réalisés dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les travaux et aménagements qui vont être entrepris consistent à :

- Démolir le pont existant en béton armé
- Construire un nouveau pont routier,
- Créer un gué pour réaliser une estacade en remblais permettant l'accès aux engins et retenir les gravats issus de la démolition.
- Démolir le gué à l'issue des travaux

Les caractéristiques hydrauliques du gué formant l'estacade créée pendant la durée des travaux de démolition du pont sont les suivantes :

- Nombre de buses : 4
- Diamètre des buses : 1000 mm
- Largeur : 21 m
- Pente : 0,005

A l'amont, les arbres (peupliers) présents dans l'emprise du chantier seront enlevés, ainsi qu'éventuellement ceux tombés ou déséquilibrés.

Le nouveau pont s'appuie sur les berges et ne modifie pas le lit mineur.

Les caractéristiques du nouveau pont sont les suivantes :

- Cote sous tablier : 226,58 m IGN 69
- Cote de la chaussée : 227,85 m IGN 69
- Ouverture : 16,1 m
- Largeur : 9,40 m
- Fondations : 2 pieux de chaque coté de 1000 mm de diamètre forés à l'arrière des murs de fronts existants et conservés.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Le service départemental de l'ONEMA (03 83 82 67 78) sera contacté au démarrage des travaux et aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Il sera également convié à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Avant tout commencement de travaux et pendant toute la durée des travaux, un dispositif prévention des pollutions accidentelles du cours d'eau sera mis en place au travers du lit en aval au plus près de l'ouvrage. Le gué est réalisé avec des matériaux sains et non polluants. Il a pour objectif de réaliser une estacade permettant de récupérer tous les débris et déblais de chantier, afin d'éviter toute pollution du cours d'eau.

Avant la réalisation du gué, un géotextile sera mis en place d'un dans le fond du lit pour permettre, à l'enlèvement du gué, de retrouver facilement les matériaux de l'ancien lit.

Les coffrages seront étanches et les laitances de ciment seront confinées et les eaux décantées s'écouleront lentement pour éviter toute pollution. Les résidus de ciment seront évacués par l'entreprise. L'huile de coffrage sera utilisée de manière à ne pas causer de pollution des eaux.

Les travaux de sablage et de mise en peinture de l'ouvrage se feront à l'aplomb de l'estacade, sans coulure vers le cours d'eau.

Par précaution, un barrage filtrant sera tendu au travers du cours d'eau pendant les travaux.

Le chantier et ses abords seront nettoyés au fur et à mesure de l'avancement de façon à éviter tout obstacle ou tout entraînement vers le cours d'eau en cas de crue.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau.

Au terme des travaux, le fond du cours d'eau sera dégagé de tous remblais exogènes. En cas de tassement des fonds, l'ancien lit d'étiage sera grossièrement terrassé, afin d'éviter tout fond plat. Les berges seront reconstituées à l'équivalent de l'état antérieur, tant au niveau des accès au gué, qu'à l'aval du pont au droit du décaissement en sortie de buse.

Article 4 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins sont vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures). Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs débourbeurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

Article 5 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Toutes dispositions seront prises pour que l'entreprise chargée de la réalisation des travaux mette en œuvre toutes les mesures de prévention (prévisions météorologiques) et de sauvegarde nécessaires en cas de montée des eaux, notamment le repli des engins de chantier en dehors de la zone inondable.

Pour toute période d'inactivité de plus de deux jours, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Article 6 : Mesures correctives et compensatoires

Le pétitionnaire mettra en place sous le nouvel ouvrage des gîtes pour chiroptères.

Si nécessaire au terme du chantier, les berges remaniées pendant les travaux seront stabilisées au moyen d'un géotextile biodégradable avec ensemencement à l'aide d'espèces résistantes à l'arrachement et autochtones. Le cas échéant, un bouturage ou des plantations d'essences adaptées et autochtones seront réalisées.

Article 7 : Prescriptions générales relatives à certaines rubriques

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies à :

- l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0. (2°) de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement,

- l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0. (2°) de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement.
- l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0. (2°) de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de six mois, renouvelable une fois.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le Préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 12 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 13 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 15 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département .

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Mancieulles.

Un extrait de la présente autorisation énumérant, notamment, les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Mancieulles.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 16 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Article 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le maire de la commune de Mancieulles, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, dont une copie sera transmise, pour information, au Directeur Régional de l'Environnement et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de Mancieulles.

Nancy, le 17 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté de renouvellement d'agrément du 18 juin 2009 délivré à la société CHIMIREC EST, ZI la Haie Sorette - 54450 Domjevin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - L'agrément délivré à la société CHIMIREC EST, dont le siège social est situé ZI la Haie Sorette à 54450 DOMJEVIN, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle, selon les conditions fixées par les textes susvisés, est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 3 - Recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

Article 4 - Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société CHIMIREC EST

et dont une copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le délégué régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,
- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Nancy, le 18 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté de renouvellement d'agrément du 18 juin 2009 délivré aux établissements GRANDIDIER, 1 route de Moriville - 88330 Rehaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - L'agrément délivré aux Etablissements GRANDIDIER, dont le siège social est situé 1 route de Moriville à 88330 REHAINCOURT, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle, selon les conditions fixées par les textes susvisés, est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 3 - Recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

Article 4 - Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur des Etablissements GRANDIDIER

et dont une copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le délégué régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,
- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Nancy, le 18 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté de renouvellement d'agrément du 18 juin 2009 délivré à la société SEVIA, Immeuble Le Colombus, 1 Rond Point de l'Europe - 92250 La Garenne Colombe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - L'agrément délivré à la société SEVIA, dont le siège social est situé Immeuble Le Colombus, 1 Rond Point de l'Europe à 92250 LA GARENNE COLOMBE, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle, selon les conditions fixées par les textes susvisés, est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 3 - Recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

Article 4 - Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société SEVIA

et dont une copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le délégué régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,
- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Nancy, le 18 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Extrait de l'arrêté modificatif du 18 juin 2009 de l'arrêté portant création d'une régie de recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté du 6 mai 2005 portant création d'une régie de recettes auprès de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle est modifié comme suit :

"Le montant maximum autorisé de l'encaisse est fixé à 3.500 € (Trois mille cinq cents euros).

Le régisseur est autorisé à détenir un fonds de caisse d'un montant maximal de 300 € (trois cents euros)."

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Décision du 18 juin 2009 portant règlement départemental du pouvoir adjudicateur pour l'application du code des marchés publics

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 5, 7, 27 et 28 ;

Vu le décret n° 2008-1334 du 17 décembre modifiant certaines dispositions régissant les marchés soumis au code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2008-1355 du 19 décembre 2008 de mise en œuvre du plan de relance économique pour les marchés publics ;

Vu le décret 2008-1356 du 19 décembre 2008 relatif au relèvement de certains seuils du code des marchés publics ;

Vu la circulaire du 19 décembre 2008 relative au plan de relance de l'économie Française ;

DECIDE**TITRE I - NIVEAU D'EVALUATION DES BESOINS****1) CAS GENERAL DES MARCHES DE FOURNITURES OU DE SERVICES**

L'évaluation des besoins des services départementaux de l'Etat en Meurthe-et-Moselle est déterminée aux niveaux suivants :

A)- Chaque service déconcentré, constituant une unité fonctionnelle, et ayant reçu délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, à savoir :

- La direction départementale de l'équipement et de l'agriculture
- La direction départementale des services vétérinaires
- La direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- La direction départementale des affaires sanitaires et sociales
- L'inspection académique, direction départementale des services de l'éducation
- La direction régionale de la jeunesse et des sports pour ses activités départementales
- La direction départementale des services fiscaux
- La trésorerie générale (services du trésor)

B)-Chaque service gestionnaire des crédits ordonnancés par le préfet, à savoir :

- La préfecture et les sous-préfectures
- Les services de police
- Le service départemental d'architecture et du patrimoine

2) CAS PARTICULIER DES MARCHES NATIONAUX (Catégorie de marchés visés au titre II, chapitre III du CMP)

En ce qui concerne l'adhésion à un marché national, à une convention de prix ou à un groupement d'achat, les actes d'engagement local ou les conventions ou actes d'adhésion correspondants sont signés dans les conditions prévues dans ma délégation de signature aux personnes représentant le pouvoir adjudicateur.

TITRE II - ORGANISATION DE LA PUBLICITE - FORMES DES MARCHES**1) DEFINITION DE PRESTATIONS HOMOGENES POUR LES MARCHES DE SERVICES (art 27 du CMP)**

Chaque catégorie de services suivants peut constituer un besoin homogène, au sens du code des marchés publics, dès lors que ceux-ci sont liés à une opération de travaux identifiée :

1 ^{ère} catégorie	Etude / programmation
2 ^{ème} catégorie	Topographie / vue de plans
3 ^{ème} catégorie	Etudes de sols et reconnaissance de fondations
4 ^{ème} catégorie	Contrôle technique
5 ^{ème} catégorie	Coordonnateur sécurité
6 ^{ème} catégorie	Economiste
7 ^{ème} catégorie	Maîtrise d'œuvre

2) PUBLICITE DES MARCHES FORMALISES (hors procédure adaptée)

Tout projet d'appel à la concurrence concernant des marchés formalisés, quel que soit leur montant, sera soumis à mon visa préalable avant publication.

3) PUBLICITE DES MARCHES PASSES SUR PROCEDURE ADAPTEE (article 28 du CMP)

Marchés de fournitures ou de services inférieurs à 133 000 € HT et de travaux inférieurs à 5 150 000 € HT

La publicité des marchés passés sur procédure adaptée doivent respecter les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

L'ensemble des gestionnaires de marchés, des personnes représentant le pouvoir adjudicateur désignées par mes soins, ou me représentant se conformeront aux modalités de publicité et de mise en concurrence décrites ci après :

3-1 - Marchés inférieurs à 20 000 € HT

Les marchés pourront être passés sans publicité, ni mise en concurrence, conformément aux textes en vigueur.

La commande est formalisée par une lettre ou un bon de commande signé par le fonctionnaire ayant reçu délégation pour le faire.

3-2 - Marchés compris entre 20 000 et 90 000 € HT

- Publicité adaptée à l'objet et aux caractéristiques du marché par presse écrite ou Internet, ou, si le nombre de candidats potentiels est limité, consultation écrite d'au moins trois fournisseurs.

- Signature du marché avec un délai de notification de 10 jours après notification aux candidats non retenus pour permettre à ces derniers d'exercer un recours pré-contractuel (sauf urgence pour les opérations plan de relance).
 - Marché ou contrat écrit, prévoyant notamment le versement d'une avance forfaitaire et des acomptes, tels que prévus dans les textes en vigueur.
 - Archivage des pièces justifiant de la mise en concurrence.
- 3-3 - Marchés à partir de 90 000€ HT et inférieurs à 133.000 € HT pour les fournitures et services et à 5 150 000 € HT pour les travaux
- Tout projet d'appel à la concurrence concernant ces marchés sera soumis à mon visa préalable avant publication.
 - Publicité préalable d'une durée de 15 jours minimum à compter de l'envoi de l'avis dans un journal habilité à recevoir des annonces légales ou dans le BOAMP, ainsi qu'à compter du 1^{er} janvier 2010, sur son profil d'acheteur.
 - Signature d'un marché ou d'un contrat écrit avec un délai de notification de 10 jours après notification aux candidats non retenus pour permettre à ces derniers d'exercer un éventuel recours pré-contractuel.

TITRE III - APPLICATION

Le présent règlement abroge et remplace celui du 24 septembre 2007 et s'applique à l'ensemble des marchés et commandes qui n'auront pas encore fait l'objet d'une publicité ou d'une mise en concurrence à la date de sa publication.

La présente décision fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et sera notifiée à l'ensemble des services concernés.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Nancy, le 18 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté de transfert de l'actif et du passif du collège Salvador Allende d'Auboué du 25 juin 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La référence à l'immatriculation RNE du collège mentionnée dans l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2009 susvisé est supprimée et remplacée par le numéro suivant : RNE 054 1821L

Article 2 : L'actif et le passif, les droits et obligations du collège Salvador Allende d'Auboué sont repris à compter du 1^{er} septembre 2009 par le collège Maurice Barrès de Joeuf.

Article 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. l'Inspecteur d'Académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à :

- M. le Président du Conseil Général,
- M. le Président du conseil d'administration du collège d'Auboué,
- M. le Président du conseil d'administration du collège de Joeuf,
- M. le Sous-Préfet de Briey

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 12 juin 2009 autorisant l'adhésion des communes de Kuntzig et de Pierrevillers, situées en Moselle, au syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli Bois de Moineville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine

Préfet de la zone de défense Est

Préfet de la Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'adhésion des communes de KUNTZIG (Moselle) et de PIERREVILLERS (Moselle), au syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli Bois de MOINEVILLE, est autorisée.

La commune de KUNTZIG sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de PIERREVILLERS sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de BRIEY, METZ-Campagne et Thionville et le président du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de MOINEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 12 juin 2009

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale
et du développement économique,
Michel JEANNEY

Pour le préfet de la Moselle,
Le secrétaire général,
Jean-Francis TREFFEL

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2009 prononçant le surclassement de la commune de Maxéville dans la strate démographique des communes de 10 000 à 20 000 habitants

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le surclassement permet à une collectivité d'accéder à une strate démographique supérieure à celle dans laquelle elle est classée, autorisant ainsi l'organe délibérant à créer certains emplois d'encadrement pour lesquels un seuil de population est exigé, que la catégorie dans laquelle la collectivité peut être surclassée est établie par référence à la population totale obtenue en multipliant par deux la population des zones urbaines sensibles ou des parties de zones urbaines sensibles présentes sur le territoire de la collectivité ;

Considérant que la population totale de la commune de Maxéville telle qu'elle ressort du dernier recensement est de 9 085 habitants et que la population totale de cette collectivité en zone urbaine sensible est de 4 201 habitants, que la population totale dans le cadre d'un surclassement peut être fixée à 13 286 habitants ;

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'application de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la commune de Maxéville est classée, à compter du 1^{er} janvier 2009, dans la strate démographique des communes de 10 000 à 20 000 habitants.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de Maxéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 25 juin 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat d'épuration de Saint-Nicolas-de-Port / Varangéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les deux communes membres du syndicat ont délibéré favorablement sur cette modification statutaire ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les nouveaux statuts du syndicat d'épuration de Saint-Nicolas-de-Port – Varangéville sont approuvés.

Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat d'épuration de Saint-Nicolas-de-Port – Varangéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire***Extrait de l'arrêté du 15 juin 2009 autorisant la création d'une régie d'État auprès de la police municipale de la commune de Custines**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Une régie de recettes de l'État est créée auprès de la police municipale de Custines afin de percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur titulaire, responsable de la police municipale, encaisse et verse les fonds à la trésorerie de Maxéville.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et le maire de Custines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et du développement économique,
Michel JEANNEY

Extrait de l'arrêté du 15 juin 2009 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Custines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : M. François NICOLAS, agent de surveillance de la voie publique, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Article 2 : L'intéressé est dispensé de cautionnement, mais percevra l'indemnité de régisseur en application de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Custines et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et du développement économique,
Michel JEANNEY

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**Extrait de l'arrêté du 17 juin 2009 constatant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire d'études**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant l'achèvement de la mission que le syndicat avait pour objet de conduire ;

ARRETE

Article 1^{er} : La dissolution du syndicat intercommunal scolaire d'études est constatée.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal scolaire d'études sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 17 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté du 22 juin 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Jarnisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Jarnisy tels qu'annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal d'assainissement du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 22 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey.

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté du 22 juin 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de Briey est autorisée comme suit :

« Article 2 : objet de la communauté de communes

3 – Compétences facultatives

A – Entretien de l'éclairage public et services techniques

● Fonctionnement de l'éclairage public :

La communauté de communes assure le fonctionnement et la réparation du matériel d'éclairage public des communes membres, y compris la prise en charge des consommations électriques liées à celui-ci.

● Investissement en éclairage public :

La communauté de communes assure l'investissement en matériel d'éclairage public des communes membres.

La communauté de communes ne prend pas en charge les investissements en éclairage public concernant :

- les ZAC, lotissements (livre 3 du code de l'urbanisme) et PAE (plan d'aménagement d'ensemble prévu par l'article L 332.9 du code de l'urbanisme),
- les équipements sportifs,
- l'intérieur des bâtiments publics,
- les feux tricolores,
- les éclairages particuliers (éclairage des fêtes de fin d'année, manifestations,...).

.....
F – Production et adduction d'eau potable

La communauté de communes assurera la production et l'adduction d'eau potable pour l'ensemble des communes de son territoire intercommunal. Il gèrera en fonctionnement et en investissement les installations de production d'eau brute et potable à partir :

- du puits du carreau de la mine Saint-Pierremont à Mancieulles,
- de toutes autres ressources en eau connues à ce jour (anciennes sources de Briey situées à Mance, la prise d'eau dans la rivière du Woigot située au niveau de la station de traitement du Dolhain de Briey),
- et celles non connues à ce jour, à partir du moment où elles auront été officiellement et de manière légale autorisées.

Elle gèrera également l'ensemble des canalisations et installations créées et à créer, hors réseaux et installations communaux.

La communauté de communes aura la faculté d'acheter ou de vendre de l'eau à d'autres communes ou groupements de communes. »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 22 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE****Extrait de la délibération n° 28/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 19 mai 2009 relative à la labellisation d'une unité cognitivo-comportementale au C.H.U. de Nancy**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectif et de moyens du centre hospitalier universitaire de NANCY, signé le 30 mars 2007 ;

Considérant l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 19 mai 2009 ;

D E C I D E

Article 1^{er} : D'approuver les clauses de l'avenant n°18 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, conclu avec le centre hospitalier universitaire de Nancy, relatif au financement en D.A.F. SSR d'une unité cognitivo-comportementale sur le site de l'hôpital central, bâtiment de l'horloge.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant n°18

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 19 mai 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 29/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 19 mai 2009 relative au regroupement d'un Hôpital de Jour, d'un C.M.P. et d'un C.A.T.T.P. sur Neuves-Maisons

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectif et de moyens du centre hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT, signé le 30 mars 2007 ;

Considérant l'avis favorable émit par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 19 mai 2009 ;

D E C I D E

Article 1^{er} : D'approuver les clauses de l'avenant n°3 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, conclu avec le centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, relatif au volet plan de santé mentale et visant au regroupement d'un hôpital de jour, d'un centre médico-psychologique et d'un centre d'activité thérapeutique à temps partiel sur le site de Neuves-Maisons.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant n°3.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 19 mai 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 30/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 8 juin 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

Article 1^{er} : D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2009 telles que définies dans l'arrêté régional du 27 mai 2009.

Article 2 : Ces tarifs feront l'objet d'avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre le représentant de chacun des établissements et le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine.

Article 3 : La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 8 juin 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 37/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 juin 2009 relative à l'activité de gynécologie-obstétrique effectuée par l'HADAN

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectif et de moyens de la structure d'hospitalisation à domicile de l'agglomération Nancéenne, signé le 30 mars 2007 ;

Considérant l'avis favorable émit par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 16 juin 2009 ;

D E C I D E

Article 1^{er} : D'approuver les clauses de l'avenant n°5 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, conclu avec la structure d'Hospitalisation à domicile de l'agglomération Nancéenne (H.A.D.A.N.), relatif à la prise en charge des patientes nécessitant une hospitalisation à domicile, ante ou post partum.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant n°5.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 juin 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté A.R.H. Lorraine n° 88/2009 du 9 juin 2009 fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs des prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

A R R E T E

Article 1^{er} : Le taux d'évolution moyen des tarifs des prestations de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie sont fixés comme suit en Lorraine :

Soins de suite et de Réadaptation	Psychiatrie
1.62%	1,56%

Dans le champ S.S.R., pour chaque activité médicale, le taux d'évolution des tarifs des prestations, alloué à chaque établissement, ne peut être inférieur à 1% ;

Dans le champ psychiatrie, le taux d'évolution des tarifs des prestations, alloué à chaque établissement, ne peut être inférieur à 0% ;

Article 2 :

SOINS DE SUITE ET READAPTATION :

Augmentation de 1% du chiffre d'affaires des deux établissements sur-dotés :

Polyclinique PASTEUR à Essey-lès-Nancy (augmentation de 1.04% du tarif F.S./S.N.S.), et Clinique Ambroise PARE à Thionville (augmentation de 1.14% des tarifs P.J.+P.H.J.);

Les autres établissements progressent en fonction de leur indice I.V.A. tel qu'il résulte de l'étude des case-mix de l'exercice 2007 :

- 1.89% pour M.R.C. Le Château à Baccarat (augmentation de 2% du tarif P.J. +2.04% sur P.H.J.);

- 1.78% pour M.R.C. La Louvière (à Senones) et Les Elieux (à Seichamps) : (augmentation de 2% des tarifs PJ +2.04% sur les tarifs PHJ);

- 1.60% pour M.R.C. Razey (à Xertigny) ; Polyclinique Gentilly-Saint-Don (à Nancy) ; Clinique Saint-Jean (à Nancy) : (augmentation de 1.80% des tarifs P.J. + P.H.J. et 1.04% du tarif F.S./S.N.S.).

PSYCHIATRIE :

Le prix de journée de la Maison Sainte-Marguerite à NOVEANT augmente de 2.97%, et son forfait P.M.S. évolue de 0.80%.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au bulletin des actes administratifs des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 9 juin 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 17 du 16 juin 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
 - a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :
 - Monsieur René ACREMENT, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014).
 - Monsieur Jean-Pierre LATZER, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de la Ville de Blâmont (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Olivier BAPTISTE, Conseiller Municipal de la Ville de Blâmont (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Michel LAURENT, Conseiller Municipal de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :
 - Madame Josiane TALLOTTE, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 2) Collège des personnels comportant six membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Vice-Président de la CME, Pharmacien (fin du mandat en décembre 2011),
 - Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Martine KLEIN, Infirmière Diplômée d'Etat (fin du mandat en mai 2012).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Angélique KAUTZ, Aide-Soignante, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Muriel ADRIAN, Aide-Soignante, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Bernard MULLER, Maire de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Danièle TEPINIER, Infirmière Libérale (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur le Docteur René THOMAS, Médecin non hospitalier en retraite (fin du mandat en mai 2011).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en janvier 2010),
 - Monsieur André CHATELAIN, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Patricia NOCELLA, représentant l'Association des Familles de Traumatisé Crâniens de Lorraine - AFTC (fin du mandat en janvier 2012).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
 - Madame Marie MILLOT (fin du mandat en juin 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 16 du 23 Avril 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 22 du 22 juin 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
 - a) Cinq représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Jean-Marie ULLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - Monsieur Bernard LECLERC, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Gérard ROYER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Yves BISTON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX (fin du mandat en mars 2014), élu Président du Conseil d'Administration.
- 2) Collège des personnels comportant six membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Régis MALINGREY (fin du mandat en mai 2010).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Madame Christine SCHIRMEYER-BIGEARD, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2010),
 - Monsieur le Docteur Christophe DEY, Médecin coordonnateur (fin du mandat en mai 2012).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Maria LAPOINTE, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Monsieur Jean-Marc LAPOINTE, Agent de maîtrise, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Rémi DONNOT, Aide-soignant, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Madame Silvia CHAPTAL, Infirmière Libérale (fin du mandat en octobre 2010),
 - Monsieur le Docteur Eric MAGNE, Médecin Généraliste Libéral (fin du mandat en mai 2012),
 - Madame Martine FAUCHERON, Aide-soignante (fin du mandat en mai 2012).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Véronique HOFFMANN, représentante de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle - UDAF (fin du mandat en décembre 2011),
 - Madame Christiane MARCHAL, représentante de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle - UDAF (fin du mandat en décembre 2011),
 - Madame Marie-José DOLCI, représentante de l'Association "ALZHEIMER 54" (fin du mandat en mai 2012).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 21 du 11 Décembre 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 30 du 16 juin 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
- a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Yves WILLER, Maire de Mont-sur-Meurthe, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame Michèle PILOT, Maire de Foug, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Serge DE CARLI, Maire de Mont Saint Martin, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Pierre REICHHART, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :
 - Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
- a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
 - Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président de la CME, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur José FERNANDEZ, Psychiatre des Hôpitaux, Responsable du Pôle support médico-technique (fin du mandat en mai 2012).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Pascal NICOLLE, Infirmier, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » (fin du mandat en janvier 2011),
 - Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),
 - Madame Sidonie BAUDOT, Infirmière Libérale (fin du mandat en avril 2010).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Monsieur André LOUP, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (fin du mandat en mai 2010),
 - Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),
 - Monsieur Michel VIRION, Retraité, représentant l'Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs (fin du mandat en décembre 2009).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 29 du 20 Avril 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juin 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-034 en date du 18 juin 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A 33 du PR 22+100 au PR 23+500

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33
Points Repères PR.	Travaux PR 22,100 au PR 23,500 Nancy vers Strasbourg Zone de chantier du PR 17+200 au PR 25+000
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la Couche de roulement
PERIODE GLOBALE	29 juin au 02 juillet 2009 les nuits
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture Bretelle Nancy /Dombasle Rosières Basculement de circulation Vitesse réduite à 90 km/h en section courante, 50 km/h dans le basculement et 70 km/h sur chaussée rabotée. Interdiction de doubler.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est/DE de Metz
	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	29 juin 2009 au 1er juillet 2009 de nuit 20h30 à 6h	AK5 A33 PR 17,200 sens + neutralisation voie de droite	Renouvellement couche de roulement	Fermeture Bretelle Nancy /Dombasle-Rosières
	30 juin 2009 au 1er juillet 2009 de nuit 20h30 à 6h	AK 5 A33 PR 25,000 sens - neutralisation voie de gauche		Déviations par: section courante A33 jusqu'à l'échangeur des Sables, bretelle Nancy/ Dombasle et accès Dombasle par la route de Blainville .Pour la direction de Rosières route de Blainville, avenue des Vosges et RD116 direction Rosières
	1er juillet au 2 juillet 2009 de nuit 20h30 à 6h	basculement du sens + Nancy/Strasbourg sur le sens – Strasbourg/Nancy par les ITPC des PR 18,514 et 23,820		

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Dombasle ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG et COLAS.

Moulins lès Metz, le 19 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
L'adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Etienne JACQUES

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-038 en date du 26 juin 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose d'une ligne aérienne 20KV traversant A31 et A313 au droit de la commune d'Atton

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31- A 313	
POINTS REPERES (PR)	A31 PR: 274+750 à 275+800 Sens Beaune- Luxembourg	
	A31 PR: 276+850 à 275+800 Sens Luxembourg-Beaune	
POINTS REPERE	A313 Liaison autoroutière à PR: 0+200 sens Nancy-Pont-à-Mousson	
	A313 PR: 1+250 à 0+200 sens Pont-à- Mousson- Nancy	
SECTION	Courante et liaison autoroutière A31/A313	
NATURE DES TRAVAUX	Dépose de lignes HT sur A31et A313	
PERIODE GLOBALE	28 juin 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	A31 Neutralisation des voies de gauches , limitation de vitesse et micro-coupures A313 neutralisation des voies de gauches, limitation de vitesse et micro-coupures Vitesse limitée à 30 km/h Les micro-coupures seront réalisées par les forces de l'ordre	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE :	MISE EN PLACE PAR :
	ERDF	CEI Champigneulles

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE/HEURE	PR ET SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	28 juin 2009 6h30 à 7h15	A31 Sens 1 PR 274+750 au PR 275+800 Sens 2 PR 276+850 au PR 275+800	Neutralisation des voies de gauche Micro-coupure 3 minutes.	-Rabaissement progressif de la vitesse de 130 à 30km/h - interdiction de dépasser - Fermeture de la bretelle ATTON-METZ
2	28 juin 2009 8h00 à 8h45	A313 Sens1 Liaison A31/A313 au PR 0+200 Sens 2 PR 1+250 au PR 0+200	Neutralisation des voies de gauche Micro-coupure 3 minutes	- Rabaissement progressive de la vitesse de 110 à 30km/h - interdiction de dépasser

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de ATTON
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société ERDF agence Ingénierie Lorraine Sud,

Moulins lès Metz, le 26 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
L'adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Etienne JACQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté du 26 juin 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu l'arrêté ministériel en date du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.47 en date du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.47 en date du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement, exercée par Madame Claudine BARBASTE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle et par Madame Marie-Hélène MAITRE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle

Article 2 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Daniel BOUFFIER, de Madame Claudine BARBASTE et de Madame Marie-Hélène MAITRE, la délégation de signature est exercée, chacun en ce qui le concerne, par :

- Madame Arielle BRUNNER, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Jeanne CHATRY GISQUET, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Hélène DALLAIRE, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Brigitte DEMPT, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Noëlle De SILVESTRI, conseillère technique en travail social,
- Madame Evelyne DITTE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Françoise GABRION, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie GEYER, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Michèle HERIAT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Philippe KRIN, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur José-Luis MARTINEZ, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Régine PARIZOT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Mademoiselle Marie-Agnès PILARD, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Martine RICARD, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Manuel RODICQ, ingénieur d'études sanitaires,
- Monsieur Philippe ROMAC, ingénieur du génie sanitaire,
- Madame Lydie REVOL, médecin inspecteur de santé publique.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Article 4 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et les bénéficiaires de la présente subdélégation de signature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 26 juin 2009

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

*Service actions et établissements de santé***Extrait de l'arrêté DDASS/AES/790-09 du 25 juin 2009 portant modification de l'agrément n° 5 de l'entreprise de transports sanitaires HOLDING POIREL HENRY, Route de Blénod - 54700 Maidières**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Est agréée pour l'accomplissement de transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et pour l'accomplissement de transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

Dénomination sociale : HOLDING POIREL HENRY

Forme : SARL

Capital : 8 000 €

Nom commercial : AMBULANCES POIREL RESPAUT

Siège social : Route de Blénod

54700 MAIDIERES

Gérant : Monsieur POIREL Anthony

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Les arrêtés préfectoraux des 19 janvier 1976, 23 mars 2001 et 6 juillet 2004 sont abrogés ;

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur POIREL Anthony et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

*Service offre de soins de ville***Extrait de l'arrêté DDASS / OSV / n° 0619-09 du 15 juin 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée « Laboratoire d'analyses de biologie médicale THOUVENIN-GONTHIER » sise 11 rue de la République à Toul (54200), enregistrée sous le n° 09 - Autorisation n° 54-04**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié du 24 janvier 1995 portant autorisation de fonctionnement de la SELARL « LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE THOUVENIN-GONTHIER », agréée le 24 janvier 1995 sous le n° 09, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifié comme suit :

Raison sociale : « LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE THOUVENIN-GONTHIER »

Siège social : 11 rue de la République

54200 TOUL

Forme sociale : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL)

Laboratoire exploité : Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale

11 rue de la République

54200 TOUL

Autorisation numéro 54-04

Cogérants : Monsieur Jean-Robert GONTHIER

Madame Olivia MELONE

Madame Christine CRESSONNIER

Objet de la société :

- L'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- Toutes opérations de quelque nature que ce soit, juridiques, économiques ou financières, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, sous réserve du respect des dispositions relatives à l'exercice professionnel de la profession de directeur de laboratoires d'analyses de biologie médicale.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne des gérants, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Un recours contre cette décision pourra être formé auprès du tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière dans le délai de 2 mois qui suit la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé à :

- SELARL « LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE THOUVENIN-GONTHIER »

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;

- Monsieur le Président de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la Section G) ;

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;

- Monsieur le Maire de TOUL ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.
Nancy, le 15 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et du développement économique,
Michel JEANNEY

Service santé - environnement

Extrait de l'arrêté n° 460/2009/DDASS/SE du 18 juin 2009 portant déclaration d'insalubrité rémissible du logement situé au 1^{er} étage du bâtiment d'habitation sis 11, rue du Haut Chemin - 54590 Hussigny-Godbrange, avec interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les risques pour la santé publique que représente, en l'état, le logement du 1^{er} étage du bâtiment d'habitation sis 11, rue du Haut Chemin à HUSSIGNY-GODBRANGE ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire les mesures propres à mettre fin à cette situation ;

ARRETE

Article 1^{er} : Est déclaré insalubre rémissible le logement du 1^{er} étage du bâtiment d'habitation sis 11, rue du Haut Chemin – 54590 HUSSIGNY-GODBRANGE (section AC – parcelle 70) et appartenant à :

- Monsieur ZEHER Bernard et son épouse Madame BIAVA Juliette, Monique demeurant 34, rue du Paquis à WOIPPY (57140)
- et Monsieur TOSCANO Joseph demeurant 6, rue Emile Thomas à LONGWY (54400).

Article 2 : L'interdiction d'habiter et d'utiliser le logement du 1^{er} étage du bâtiment d'habitation sis 11, rue du Haut Chemin à HUSSIGNY-GODBRANGE est prononcée. Cette mesure prendra effet immédiatement à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Afin de remédier à l'insalubrité constatée, les travaux/aménagements suivants devront être effectués dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté :

- recherche et suppression de toutes sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- distribution en eau d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine avec une pression et un débit suffisant ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds), des huisseries, des plinthes et des ouvrants ;
- remise en sécurité et aux normes de l'installation électrique ;
- mise en place d'une installation de chauffage conforme, sécurisée et adaptée à la configuration des lieux ;
- mise en place d'équipements sanitaires fonctionnels ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- assainissement, nettoyage, désinfection ... des lieux ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Article 4 : En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 5 : Les dispositions prévues aux articles 1 à 2 du présent arrêté peuvent être levées par un arrêté du préfet sur la constatation par l'autorité sanitaire de la réalisation des travaux justifiant la levée de l'interdiction d'habiter et d'utiliser les lieux.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre chargée de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : A défaut pour les propriétaires de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, ils sont passibles des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du Code de la Santé Publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros ».

Article 8 : Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros », conformément à l'article L.1337-4 du Code de la Santé Publique.

Article 9 : Conformément à l'article L.1331-28 du Code de la Santé Publique, les textes des articles L.521-1 à L.521-4 du Code de la Construction et de l'Habitation sont reproduits ci-après :

Article L 521-1

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 1° Journal Officiel du 14 décembre 2000)
(Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 1 III Journal Officiel du 2 septembre 2005)
(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L.511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.
- cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Article L 521-2

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° Journal Officiel du 14 décembre 2000)
(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)
(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III Journal Officiel du 16 juillet 2006)

I - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2. Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de logement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

Article L 521-3-1

(inséré par Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

I - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L.521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement sur-occupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur logement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le logement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le logement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Article L 521-3-2

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III Journal Officiel du 16 juillet 2006)

(Ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 art. 3 II Journal Officiel du 12 janvier 2007)

I - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le logement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le logement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le logement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au logement des occupants.

IV - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le logement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le logement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de logement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de logement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le logement.

VII - Si l'occupant a refusé trois offres de logement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L521-4

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° Journal Officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3 Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

I - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au logement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal ;

- la confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail ;

- lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

Article 10 : Le présent arrêté sera notifié à :

- Monsieur ZEHER Bernard et son épouse Madame BIAVA Juliette et Monsieur TOSCANO Joseph, propriétaires;

- Madame BERTON Jacqueline, locataire.

Il sera également affiché à la mairie de HUSSIGNY-GODBRANGE ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis à monsieur le maire de la commune de HUSSIGNY-GODBRANGE, à monsieur le procureur de la république, à monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à monsieur le Sous-préfet de BRIEY, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le maire de HUSSIGNY-GODBRANGE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais des propriétaires mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 18 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 571/2009/DDASS/SE du 19 juin 2009 portant déclaration d'insalubrité réparable des parties privatives à usage d'habitation et des parties communes de l'immeuble sis 33, rue de Lorraine à Lunéville (54300), avec interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les risques pour la santé publique que représentent les parties privatives à usage d'habitation et les parties communes de l'immeuble sis 33, rue de Lorraine à LUNEVILLE ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire les mesures propres à mettre fin à cette situation ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Sont déclarées insalubres réparables les parties privatives à usage d'habitation et les parties communes de l'immeuble sis 33, rue de Lorraine à 54300 - LUNEVILLE (section AB – parcelle 133 d'une superficie de 180 m²) propriété de la SCI WAGRAM - 16, rue Victor Hugo – BP 70583 – 54009 NANCY Cedex, représentée par Monsieur MICHAUX Benoît.

Article 2 : L'interdiction d'habiter et d'utiliser les parties privatives à usage d'habitation et les parties communes de l'immeuble sis 33, rue de Lorraine à LUNEVILLE est prononcée. Cette mesure prendra effet immédiatement à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Afin de remédier à l'insalubrité constatée, les travaux/aménagements suivants devront être effectués dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- suppression des écoulements d'eau et de toute source d'humidité,

- remise en état/sécurisation des différents réseaux et branchements techniques (eau destinée à la consommation humaine, eaux usées, eaux pluviales),

- remise en état/sécurisation des sols, murs, plafonds, des huisseries, des plinthes et des ouvrants,

- suppression du risque d'accessibilité au plomb,

- remise en sécurité et aux normes de l'installation électrique,

- mise en place d'une installation de chauffage conforme, sécurisée et adaptée à la configuration des lieux,

- mise en place d'équipements sanitaires fonctionnels,

- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf,

- assainissement, nettoyage, désinfection des lieux,

- remise en état/sécurisation de la cage d'escalier,

- ainsi que toutes mesures propres à rendre les locaux conformes à la législation sanitaire en vigueur.

Article 4 : En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 5 : Les dispositions prévues aux articles 1 à 2 du présent arrêté peuvent être levées par un arrêté du préfet sur la constatation par l'autorité sanitaire de la réalisation des travaux justifiant la levée de l'interdiction d'habiter et d'utiliser les lieux.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre chargée de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : A défaut pour le propriétaire de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du Code de la Santé Publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros ».

Article 8 : Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros », conformément à l'article L.1337-4 du Code de la Santé Publique.

Article 9 : Conformément à l'article L.1331-28 du Code de la Santé Publique, les textes des articles L.521-1 à L.521-4 du Code de la Construction et de l'Habitation sont reproduits ci-après :

Article L.521-1

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 1° Journal Officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 1 III Journal Officiel du 2 septembre 2005)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
 - lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
 - lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.
- cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Article L 521-2

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° Journal Officiel du 14 décembre 2000)
(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)
(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III Journal Officiel du 16 juillet 2006)

I - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

Article L 521-3-1

(inséré par Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

I - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement sur-occupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Article L 521-3-2

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)
(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III Journal Officiel du 16 juillet 2006)

(Ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 art. 3 II Journal Officiel du 12 janvier 2007)

I - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le logement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le logement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de logement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de logement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le logement.

VII - Si l'occupant a refusé trois offres de logement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L 521-4

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° Journal Officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3 Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 Journal Officiel du 16 décembre 2005)

I - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;

- de refuser de procéder à l'hébergement ou au logement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal ;
- la confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail ;
- lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

Article 10 : Le présent arrêté sera notifié à :

- la SCI WAGRAM représentée par Monsieur MICHAUX Benoît.

Il sera également affiché à la mairie de LUNEVILLE et sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis à Monsieur le Maire de la commune de LUNEVILLE, à Monsieur le Procureur de la République, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture, à Monsieur le Sous-préfet de LUNEVILLE, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le maire de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service solidarité - autonomie

Extrait de l'arrêté 2009 DDASS / SSA / n° 462 – DISAS / Direction PA/PH n° du 11 juin 2009 portant transfert à l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil - ALPHA SANTE - de l'autorisation de création de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de Villerupt précédemment accordée à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général
de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) à Villerupt (54190) d'une capacité de 83 places, accordée à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy par arrêté du 29 novembre 2007, est transférée à compter du 1^{er} mai 2009 à l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil – ALPHA SANTE – dont le siège est situé 51 rue de Wendel, 57700 Hayange.

Article 2 : La localisation de l'établissement à créer est inchangée et la capacité d'accueil reste fixée à :

- 75 places d'hébergement permanent, dont 26 places pour l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer,
- 5 places d'hébergement temporaire,
- 3 places d'accueil de jour.

Article 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 75 places d'hébergement permanent.

Les 5 places d'hébergement temporaire et les 3 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 4 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du Département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'association hospitalière du bassin de Longwy et à l'association lorraine pour la prévention, l'hospitalisation et l'accueil – ALPHA SANTE.

Nancy, le 11 juin 2009

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Hugues PARANT

Pour le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,
La Vice-Présidente déléguée au développement social
et aux personnes âgées et handicapées,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 466 du 15 juin 2009 refusant à la Société (SARL) DOMIDOM SOINS l'autorisation de créer un service de soins infirmiers à domicile à Nancy.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant l'absence totale de concertation, lors de la conception du projet par la société DOMIDOM SOINS, avec les acteurs du réseau gérontologique local et les structures sanitaires et médico-sociales existantes,
Considérant que la coordination des services constitue un élément essentiel dans la mise en place des services de prise en charge à domicile sur un territoire,

Considérant le surdimensionnement de la zone d'intervention et de la capacité prévisionnelle ;

Considérant le risque d'absence de coordination de l'action des services de soins infirmiers à domicile sur le territoire de Nancy ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'autorisation de créer, à Nancy, un service de soins infirmiers à domicile de 70 places pour personnes âgées et 10 places pour personnes handicapées, sollicitée par la Société (SARL) DOMIDOM SOINS, dont le siège social est situé 31 boulevard de la Tour Maubourg - 75007 PARIS, est refusée.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy, 5 place Carrière - 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à la Société (SARL) DOMIDOM SOINS, dont le siège social est situé 31 boulevard de la Tour Maubourg - 75007 PARIS.

Nancy, le 15 juin 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 734 du 11 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ASAPA – 7 rue Général Pouget – 54740 - HAROUÉ.

N° FINESS : 54 001 256 4

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	144 152,40	483 458,56
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	331 545,91	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 760,25	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	483 458,56	483 458,56
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué est fixée à 483 458,56 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 36,63 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association ASAPA à Haroué, gestionnaire du service

Nancy, le 11 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 766 du 22 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

H.L.I. DE POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Dotation globale de financement « soins » : 3 523 881,59 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 43,18 €

pour les GIR 3 et 4 : 32,73 €

pour les GIR 5 et 6 : 23,65 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 786 du 22 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

N° FINESS : 54 0004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 640,00	575 068,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	495 278,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 571,00	
	Déficit reporté	7 578,83	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	575 068,09	575 068,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 7 578,83 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à 575 068,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,38 euros

GIR 3 et 4 : 19,23 euros

GIR 5 et 6 : 13,09 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 22 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 787 du 23 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de BRIEY - N° FINESS (EJ) 54 000 0767

Dotation globale de financement « soins » : 1 523 533,37 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 45,58 €

pour les GIR 3 et 4 : 39,45 €

pour les GIR 5 et 6 : 33,31 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Briey.

Nancy, le 23 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspecteur principal,

Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 788 du 23 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaulmeix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" – 11 rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX - N° FINESS : 54 0018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 816,00	757 368,11
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	610 726,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	72 115,51	
	Déficit reporté	13 710,01	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	757 368,11	757 368,11
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 13 170,01 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à 757 368,11 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 39,27 euros

GIR 3 et 4 : 32,52 euros

GIR 5 et 6 : 25,76 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 23 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspecteur principal,

Philippe KRIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/277 du 9 juin 2009 pour le lancement de l'appel à propositions pour la réalisation du stage collectif obligatoire de 21 h dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1^{er} : Objet de l'appel à propositions

Le présent appel à propositions a pour objet la reconnaissance par le préfet du ou des organismes retenus pour la réalisation de stages collectifs obligatoires de 21 h dans le cadre du plan de professionnalisation personnalisé.

Article 2 : L'organisation des stages collectifs obligatoires de 21 heures

Pourront être retenus pour l'organisation de stages 21 h le ou les organismes de formation déclarés à la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ayant répondu au présent appel à propositions dans les délais prévus à l'article 3 et s'engageant à appliquer et respecter le cahier des charges joint en annexe.

Les candidats devront détailler les modalités et les moyens qu'ils mettront en oeuvre pour respecter ce cahier des charges en vue de permettre au candidat à l'installation de repérer où sont les ressources qui lui permettront de finaliser son projet en toute connaissance de cause, en apportant en particulier des réponses aux souhaits de formation émis par le candidat lors de l'auto diagnostic, de devenir acteur de son propre projet et de se donner les moyens de le mener à bien.

Les dossiers de demande de labellisation devront notamment comprendre :

- une fiche signalétique de l'organisme ainsi qu'une copie des statuts
- une proposition de réponse au cahier des charges
- un budget prévisionnel de fonctionnement
- le CV des personnes amenées à animer le stage et les projets de convention de partenariat.

Article 3 : Dépôt des dossiers

Les candidatures sont à déposer avant le 10 juillet 2009 auprès de la Direction départementale de l'Equipeement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle – Service Agriculture Forêt Chasse – Case officielle 60025 – 54035 NANCY cedex.

Article 4 : Instruction des dossiers et décision

La labellisation sera conférée par le préfet de département sur proposition du comité départemental à l'installation et après avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.

Une convention annuelle sera ensuite établie par la DDEA avec les organismes de formation qui auront été retenues par le Préfet.

Article 5 : Durée de la labellisation

La labellisation sera délivrée pour une durée de trois ans avec un bilan d'étape au bout d'une année de fonctionnement.

Article 6 : Article d'exécution

Le Directeur départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et du développement économique,
Michel JEANNEY

L'annexe : cahier des charges peut être consultée à la DDEA - Service agriculture, forêt, chasse – Cité administrative, 45 rue Sainte-Catherine – 54000 NANCY.

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 280 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villerupt - Crusnes – Brehain-la-Ville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2675

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/03/2009 par Monsieur VANNIERE Jean Claude à REHON concernant 25,24 ha situés à VILLERUPT - CRUSNES et BREHAIN LA VILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation en pluriactivité sans les aides de l'Etat,

Considérant que la surface du bien cédé de 25,24 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures,

Considérant que les demandes d'installation sans les aides de l'Etat de Messieurs VANNIERE Jean Claude et BASTIEN Michel relèvent selon cet article du rang de priorité 5.

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur VANNIERE Jean Claude est autorisé à exploiter 25,24 ha (BREHAIN LA VILLE parcelles Y 0015-0017-0090-0144 – CRUSNES parcelle ZA 0008 - VILLERUPT parcelles AI 166 - AN 0004-0012-0022-0029-0030-0041-0045-0054-0067-136-138-154-162-169-181-202-230-273 - AO 0007-039-052-057-062 - AP 0016-0019-0027) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VANNIERE Jean Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur VANNIERE Jean Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLERUPT - CRUSNES et BREHAIN LA VILLE pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 281 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Brehain-la-Ville - Villerupt - Crusnes - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2872

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/05/2009 par Monsieur BASTIEN Michel à AUDUN LE ROMAN concernant 25,24 ha situés à BREHAIN LA VILLE - VILLERUPT et CRUSNES ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

Considérant que la surface du bien cédé de 25,24 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures,

Considérant que les demandes d'installation sans les aides de l'Etat de Messieurs VANNIERE Jean-Claude et BASTIEN Michel relèvent selon cet article du rang de priorité 5.

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur BASTIEN Michel, est autorisé à exploiter 25,24 ha (BREHAIN LA VILLE parcelles Y 0015-0017-0090-0144 – CRUSNES parcelle ZA 0008 - VILLERUPT parcelles AI 166 - AN 0004-0012-0022-0029-0030-0041-0045-0054-0067-136-138-154-162-169-181-202-230-273 - AO 0007-039-052-057-062 - AP 0016-0019-0027) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BASTIEN Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BASTIEN Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BREHAIN LA VILLE - VILLERUPT et CRUSNES pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 282 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vitrimont - Anthelupt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2849

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/03/2009 par Monsieur MONIN Sylvain à HUDIVILLER concernant 27,28 ha situés à VITRIMONT et ANTHELUPT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que la surface du bien cédé de 27,28 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures,

Considérant que les demandes d'agrandissement de Madame MONIN Vanessa et de Monsieur MONIN Sylvain relèvent selon cet article du rang de priorité 6 et compte tenu des tailles économiques des deux structures (139,19UE/UMO pour Monsieur MONIN Sylvain et 1,50 UE/UMO pour Madame MONIN Vanessa.

Considérant au vu de ces tailles économiques et en application de l'article L331-3 du code rural qui précise notamment qu'il faut « prendre en compte les biens corporels ou incorporels attachés au fonds dont disposent déjà le ou les demandeurs », qu'il convient donc de privilégier la demande de Mme MONIN Vanessa.

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur MONIN Sylvain est autorisé à exploiter :

6 ha 45 à ANTHELUPT la parcelle ZH 40 - 10 ha 55 à VITRIMONT les parcelles U 4-7-105-106 – T 10-19-29-30-109 - n'est pas autorisé à exploiter : 10 ha 26 à VITRIMONT les parcelles Y 223-233-237-238-322-327 – Z 35-39 - conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. MONIN Sylvain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur MONIN Sylvain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT et ANTHELUPT pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 283 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vitrimont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2885

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/05/2009 par Madame MONIN Vanessa à VITRIMONT concernant 10,26 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que la surface du bien cédé de 27,28 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures,

Considérant que les demandes d'agrandissement de Madame MONIN Vanessa et de Monsieur MONIN Sylvain relèvent selon cet article du rang de priorité 6 et compte tenu des tailles économiques des deux structures (139,19UE/UMO pour Monsieur MONIN Sylvain et 1,50 UE/UMO pour Madame MONIN Vanessa.

Considérant au vu de ces tailles économiques et en application de l'article L331-3 du code rural qui précise notamment qu'il faut « prendre en compte les biens corporels ou incorporels attachés au fonds dont disposent déjà le ou les demandeurs », qu'il convient donc de privilégier la demande de Mme MONIN Vanessa.

D E C I D E

Article 1^{er} : Madame MONIN Vanessa est autorisée à exploiter 10,26 ha (VITRIMONT parcelles Y 223-233-237-238-322-327 - Z 35-39) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame MONIN Vanessa.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame MONIN Vanessa, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 284 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domjevin - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2877

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/05/2009 par le GAEC des MURIERS (Messieurs MALGRAS Laurent - Stéphane et VOUAUX Thierry) à IGNEY concernant 5,56 ha situés à DOMJEVIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

D E C I D E

Article 1^{er} : Le GAEC des MURIERS, composé de Messieurs MALGRAS Laurent - Stéphane et VOUAUX Thierry, est autorisé à exploiter 5,56 ha (DOMJEVIN parcelle ZR 0017) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des MURIERS (Messieurs MALGRAS Laurent - Stéphane et VOUAUX Thierry).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Messieurs MALGRAS Laurent - Stéphane et VOUAUX Thierry, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMJEVIN pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 285 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domgermain - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2880

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/04/2009 par le GAEC du SAINT CLAUDE (Madame, Monsieur MAZELIN Jean-Claude et PECHEUR Anne) à CHOLOY MENILLOT concernant 15,78 ha situés à DOMGERMAIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

D E C I D E

Article 1^{er} : Le GAEC du SAINT CLAUDE, composé de Madame, Monsieur MAZELIN Jean-Claude et PECHEUR Anne, est autorisé à exploiter 15,78 ha (DOMGERMAIN parcelles ZA 27-29) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du SAINT CLAUDE (Madame, Monsieur MAZELIN Jean-Claude et PECHEUR Anne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame, Monsieur MAZELIN Jean-Claude et PECHEUR Anne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMGERMAIN pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 286 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Germain - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2874

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/05/2009 par EARL des MESANGES (Monsieur MERCIER Christophe) à SAINT-GERMAIN concernant 3,92 ha situés à SAINT GERMAIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

D E C I D E

Article 1^{er} : L'EARL des MESANGES, composé de Monsieur MERCIER Christophe, est autorisé à exploiter 3,92 ha (SAINT GERMAIN parcelles B 217-218-219-220-221-222-223-224-225-232-233-234-235-236) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des MESANGES (Monsieur MERCIER Christophe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur MERCIER Christophe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT GERMAIN pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 287 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Montigny - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2848

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/05/2009 par Madame LEDOUX Martine à MONTIGNY concernant 5,68 ha situés à MONTIGNY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement (Une autorisation d'exploiter a été donnée à M. AUBRY Didier de REHERREY - CDOA du 23/04/2009 - concernant la parcelle ZC 18 à MONTIGNY),

Considérant que Mr AUBRY Didier associé du GAEC des GRANDES PRAIRIES a obtenu une autorisation d'exploiter en date du 28 avril 2009 motivée par l'installation avec les aides de l'Etat de son fils Quentin AUBRY sous réserve d'installation avant le 21/12/2010,

D E C I D E

Article 1^{er} : Madame LEDOUX Martine n'est pas autorisée à exploiter 5,68 ha (MONTIGNY parcelle ZC 18) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame LEDOUX Martine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame LEDOUX Martine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONTIGNY pour affichage.
Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 288 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussières -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2797**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/05/2009 par Monsieur CAVAGNI Jocelin à REMBERCOURT SUR MAD concernant 16,44 ha situés à CHAMBLEY BUSSIÈRES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement (Une autorisation d'exploiter a été donnée à M. DELAFONT Raphaël de CHAMBLEY BUSSIÈRES - CDOA du 12/03/2009 - concernant la parcelle ZN 64 à CHAMBLEY BUSSIÈRES),
Considérant que M. DELAFONT Raphaël domicilié à CHAMBLEY BUSSIÈRES a obtenu une autorisation d'exploiter en date du 18 mars 2009, motivée par son installation avec les aides de l'Etat sous réserve d'installation avant le 21/12/2010,
Considérant en application de l'article 2 B du schéma des structures, que la demande de M CAVAGNI Jocelin relève de la priorité 6 alors que la demande de M. DELAFONT relève de la priorité 1.

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur CAVAGNI Jocelin n'est pas autorisé à exploiter 16,44 ha (CHAMBLEY BUSSIÈRES parcelle ZN 64) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CAVAGNI Jocelin.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur CAVAGNI Jocelin, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMBLEY BUSSIÈRES pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 289 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussières -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2879**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/05/2009 par l'EARL du PATIS SAINT JEAN (Monsieur NAU Etienne) à CHAMBLEY BUSSIÈRES concernant 16,44 ha situés à CHAMBLEY BUSSIÈRES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement (Une autorisation d'exploiter a été donnée à M. DELAFONT Raphaël de CHAMBLEY BUSSIÈRES - CDOA du 12/03/2009 - concernant la parcelle ZN 64 à CHAMBLEY BUSSIÈRES),
Considérant que M. DELAFONT Raphaël domicilié à CHAMBLEY BUSSIÈRES a obtenu une autorisation d'exploiter en date du 18 mars 2009, motivée par son installation avec les aides de l'Etat, sous réserve d'installation avant le 21/12/2010,
Considérant en application de l'article 2 B du schéma des structures, que la demande de M. NAU Etienne relève de la priorité 6 alors que la demande de M. DELAFONT relève de la priorité 1.

D E C I D E

Article 1^{er} : L'EARL du PATIS SAINT JEAN, composé de Monsieur NAU Etienne, n'est pas autorisé à exploiter 16,44 ha (CHAMBLEY BUSSIÈRES parcelle ZN 64) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du PATIS SAINT JEAN (Monsieur NAU Etienne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur NAU Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMBLEY BUSSIÈRES pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 290 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Lassus -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2882**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/05/2009 par GAEC des 3 EPIS (Madame, Messieurs QUENETTE Agnès – Benoit et Brice) à TANTONVILLE concernant 5,08 ha situés à - TRAMONT LASSUS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement (Régularisation suite à la CDOA du 12/03/2009 concernant la parcelle ZD 48 à TRAMONT LASSUS = SAFER),

D E C I D E

Article 1^{er} : Le GAEC des 3 EPIS, composé de Madame, Messieurs QUENETTE Agnès – Benoit et Brice, est autorisé à exploiter 5,08 ha (TRAMONT LASSUS parcelle ZD 48) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de GAEC DES 3 EPIS (Madame, Messieurs QUENETTE Agnès – Benoit et Brice).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame, Messieurs QUENETTE Agnès – Benoit et Brice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRAMONT LASSUS pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 291 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2888

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/05/2009 par Monsieur THOUVENIN Philippe à FLAVIGNY SUR MOSELLE concernant 2,58 ha situés à PULLIGNY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur THOUVENIN Philippe est autorisé à exploiter 2,58 ha (PULLIGNY parcelles B 281-282-283-285-286-287-288) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOUVENIN Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur THOUVENIN Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PULLIGNY pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 292 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Nicolas-de-Port - Rosières-aux-Salines - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2855

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/05/2009 par Monsieur MUNIER Frédéric à ROSIERES AUX SALINES concernant 173,82 ha situés à SAINT NICOLAS DE PORT et ROSIERES AUX SALINES ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat (sur 173,82 ha dont 41,17 ha de biens familiaux),

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur MUNIER Frédéric est autorisé, sous réserve d'installation avant le 31/12/2010, à exploiter 173,82 ha (dont 41,17 de biens familiaux) (ROSIERES AUX SALINES parcelles AA 94-127 - AS 6-7-9-10-11-12-13-14-17-18-19-23-28-29-30-31-40p-41-47-50-52-58-60-62-87-91-97-117-118-121 - AT 18-37-38 - AV 11-15-40-41-43-45-58-59 - AW 5-6-9-10-11-12-41-42-58-58p-110-112-114-116-118 - SAINT NICOLAS DE PORT parcelles AE 67 - AH 67 - AL 69-371) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MUNIER Frédéric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur MUNIER Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT NICOLAS DE PORT et ROSIERES AUX SALINES pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 293 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pexonne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2873

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/04/2009 par Monsieur BACCUS Emmanuel à PEXONNE concernant 0,54 ha situés à PEXONNE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur BACCUS Emmanuel est autorisé à exploiter 0,54 ha (PEXONNE parcelles A 0567-0588) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BACCUS Emmanuel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BACCUS Emmanuel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PEXONNE pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 294 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-derrière-Foug - Boucq - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2884

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/05/2009 par Monsieur CONVARD Romuald à BOUVRON concernant 2,60 ha situés à LANEUEVILLE DERRIERE FOUG et BOUCQ ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur CONVARD Romuald est autorisé à exploiter 2,60 ha (BOUCQ parcelle n° 579 – LANEUEVILLE DERRIERE FOUG parcelles n° 416 - ZA 24-25-26-27-28-36-37-38-39) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. CONVARD Romuald. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur CONVARD Romuald, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANEUEVILLE DERRIERE FOUG et BOUCQ pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 295 du 09 juin 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Abaucourt-sur-Seille - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2887

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/05/2009 par Monsieur LELUT Nicolas à ABAUCOURT SUR SEILLE concernant 9,67 ha situés à ABAUCOURT SUR SEILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat (Reprise du foncier suite au décès de sa mère),

D E C I D E

Article 1^{er} : Monsieur LELUT Nicolas est autorisé à exploiter 9,67 ha (ABAUCOURT SUR SEILLE parcelles ZA 76 - ZH 1-8-96-97) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. LELUT Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur LELUT Nicolas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ABAUCOURT SUR SEILLE pour affichage.

Nancy, le 09 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX*

Extrait de l'arrêté n° 361/2009 du 23 juin 2009 prononçant application du régime forestier dans la commune d'Allamps

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Territoire communal	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Section	N° de parcelle	Lieudit	
Allamps	Commune d'Allamps	A	173	Aux gravières	0.3480
		B	603	Harmantes	0.1402
					0.4882

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire d'Allamps.

Nancy, le 23 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint de l'équipement et de l'agriculture,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES
Service santé et protection animales et environnement

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.079 du 12 juin 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Mélodie PERROT, vétérinaire à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à

Mélodie PERROT, Docteur Vétérinaire

198, rue de Vandoeuvre - 54600 VILLERS LES NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 12 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Le chef de service,
Emmanuelle PORTEMER

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 19 juin 2009 relatif au régime d'ouverture au public des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE) et du Service des Impôts des Particuliers - Service des Impôts des Entreprises (SIP-SIE)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - A compter du 1^{er} juillet 2009, les Conservations des Hypothèques (CH), le Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), les Services des Impôts des Entreprises (SIE), les Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE), le Service des Impôts des Particuliers - Service des Impôts des Entreprises (SIP-SIE), implantés dans le département de Meurthe-et-Moselle, seront ouverts au public tous les jours, y compris les journées des arrêts comptables mensuels et annuels à l'exception :

- a. des samedis et des dimanches ;
- b. des jours fériés reconnus par la loi.

Article 2 - Les horaires d'ouverture au public des services visés à l'article 1 sont les suivants à compter du 1^{er} juillet 2009 :

I - Les Conservations des Hypothèques (CH) de NANCY, BRIEY, LUNEVILLE et TOUL :
8H30 à 12H00 – 13H30 à 16H00
ou sur rendez-vous

II - Les « Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises » (CDI-SIE) de BRIEY, LONGWY, LUNEVILLE et TOUL, le « Service des Impôts des Entreprises » (SIE) de NANCY SUD OUEST et le « Service des Impôts des Particuliers - Service des Impôts des Entreprises » (SIP-SIE) de PONT-A-MOUSSON :

8H30 à 12H00 – 13H30 à 16H00
ou sur rendez-vous

III - Les « Services des Impôts des Entreprises » (SIE) de NANCY NORD EST et de NANCY NORD OUEST, et le « Service des Impôts des Entreprises Centralisateur » (SIE-C) de NANCY SUD EST :

8H45 à 12H00 – 13H15 à 16H00
ou sur rendez-vous

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 19 juin 2009 relatif à la fermeture exceptionnelle des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE) et du Service des Impôts des Particuliers - Service des Impôts des Entreprises (SIP-SIE), le lundi 13 juillet 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - L'ensemble des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE), du Service des Impôts des Particuliers - Service des Impôts des Entreprises (SIP-SIE), implantés dans le département de Meurthe-et-Moselle, à savoir :

- les CH de BRIEY, LUNEVILLE, NANCY et TOUL ;
- les CDI-SIE de BRIEY, LONGWY, LUNEVILLE et TOUL ;
- le SIE-C de NANCY SUD EST ;
- les SIE de NANCY SUD OUEST, NANCY NORD EST et NANCY NORD OUEST ;
- le SIP-SIE de PONT-A-MOUSSON.

sera fermé exceptionnellement au public le lundi 13 juillet 2009.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Denise BALDINI, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Denise BALDINI, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque

titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mme Denise BALDINI tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Denise BALDINI
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Mme Denise BALDINI, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Denise BALDINI
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Solange BUTTIGNOL, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf
Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Solange BUTTIGNOL, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mme Solange BUTTIGNOL tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Solange BUTTIGNOL
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Mme Solange BUTTIGNOL, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Solange BUTTIGNOL
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Claudine GAC, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf
Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Claudine GAC, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mme Claudine GAC tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Claudine GAC
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Mme Claudine GAC, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Claudine GAC
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Annick GEORGE, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Annick GEORGE, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mme Annick GEORGE tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Annick GEORGE
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Mme Annick GEORGE, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Annick GEORGE
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Nicolas LAZZAROTTO, Inspecteur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général M. Nicolas LAZZAROTTO, Inspecteur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à M. Nicolas LAZZAROTTO tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Nicolas LAZZAROTTO
INSPECTEUR

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à M. Nicolas LAZZAROTTO, inspecteur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Nicolas LAZZAROTTO
INSPECTEUR

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Christian LOMBARD, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général M. Christian LOMBARD, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à M. Christian LOMBARD tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Christian LOMBARD
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à M. Christian LOMBARD, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Christian LOMBARD
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Marie-France ONOFRI, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Marie-France ONOFRI, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mme Marie-France ONOFRI tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Marie-France ONOFRI
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Mme Marie-France ONOFRI, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Marie-France ONOFRI
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Martine PIGOT, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Martine PIGOT, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mme Martine PIGOT tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Martine PIGOT
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Mme Martine PIGOT, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Martine PIGOT
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mlle Dominique QUQUE, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mlle Dominique QUQUE, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et

toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mlle Dominique QUQUE tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Dominique QUQUE
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,
donner délégation à Mlle Dominique QUQUE, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Dominique QUQUE
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Nadine ROZMANOWSKI, Inspecteur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf
Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Nadine ROZMANOWSKI, Inspecteur du Trésor
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mme Nadine ROZMANOWSKI tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Nadine ROZMANOWSKI
INSPECTEUR

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,
donner délégation à Mme Nadine ROZMANOWSKI, inspecteur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Nadine ROZMANOWSKI
INSPECTEUR

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Briey Joeuf – En date du 2 février 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Liliane SCATIGNO, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Daniel GAUNARD, Trésorier de Briey Joeuf
Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Liliane SCATIGNO, Contrôleur du Trésor
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BRIEY JOEUF, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BRIEY JOEUF, entendant ainsi transmettre à Mme Liliane SCATIGNO tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Liliane SCATIGNO
Contrôleur

Signature du mandant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

le cas échéant,
donner délégation à Mme Liliane SCATIGNO, contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Liliane SCATIGNO
Contrôleur

Signature du délégant
Daniel GAUNARD
Trésorier Principal

Briey, le 2 février 2009

Trésorerie de Toul – En date du 1^{er} avril 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal

Le soussigné Renée CLAUSE, Trésorière de Toul - Collectivités

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Toul, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Toul, entendant ainsi transmettre à Mme Laurence GHERAERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Laurence GHERAERT
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Renée CLAUSE
Trésorière

Toul, le 1^{er} avril 2009

Trésorerie de Lunéville – En date du 3 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Dominique STAUFFER, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Annie ROUILLEAUX, Gérante intérimaire de la Trésorerie de Lunéville

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général M. Dominique STAUFFER, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

D'effectuer les déclarations de créances et d'agir en justice,

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE entendant ainsi transmettre à M. Dominique STAUFFER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Dominique STAUFFER
Contrôleur

Signature du mandant
Annie ROUILLEAUX
Trésorier Principal

Lunéville, le 3 juin 2009

Trésorerie de Lunéville – En date du 3 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence GEORGE, Contrôleur du Trésor

Le soussigné Annie ROUILLEAUX, Gérante intérimaire de la Trésorerie de Lunéville

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Laurence GEORGE, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

D'effectuer les déclarations de créances et d'agir en justice,

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE entendant ainsi transmettre à Mme Laurence GEORGE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Laurence GEORGE
Contrôleur

Signature du mandant
Annie ROUILLEAUX
Trésorier Principal

Lunéville, le 3 juin 2009

Trésorerie de Lunéville – En date du 3 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Pascal ADELE, Contrôleur Principal du Trésor

Le soussigné Annie ROUILLEAUX, Gérante intérimaire de la Trésorerie de Lunéville

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général M. Pascal ADELE, Contrôleur Principal du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce

soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

D'effectuer les déclarations de créances et d'agir en justice,

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE entendant ainsi transmettre à M. Pascal ADELE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Pascal ADELE
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Annie ROUILLEAUX
Trésorier Principal

Lunéville, le 3 juin 2009

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 19 juin 2009 d'un terrain sis à Villecey-sur-Mad (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Article 1^{er} : Le terrain sis à Villecey Sur Mad (54) Lieu-dit « sur peru » sur la parcelle cadastrée ZE 12 pour une superficie de 2925 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de Villecey Sur Mad et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 19 juin 2009

Pour le président et par délégation,
Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Extrait de la décision n° 09-05 du 23 avril 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant les élections des délégués cantonaux en MSA en 2010

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Article 1^{er} - Il est créé au sein des organismes de la Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à mettre en œuvre la réglementation relative aux élections des délégués cantonaux en MSA et à élaborer des statistiques nationales relatives à l'élection des délégués cantonaux et des administrateurs des conseils d'administration.

Les informations relatives aux opérations d'émargement et de vote seront conservées pendant quatre mois après l'expiration des délais prescrits pour l'exercice des recours contre l'élection conformément à la législation.

Article 2 - Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- l'identification de l'électeur (nom, prénom, date de naissance, numéro d'identification)
- l'adresse (commune de résidence, adresse de résidence et code postal)
- la vie professionnelle (secteur d'appartenance professionnelle)

Certaines informations relatives à l'inscription sur les listes électorales et aux candidats feront l'objet d'une publication sur les sites Internet des caisses de MSA.

Article 3 - Les informations nécessaires à l'établissement des statistiques nationales sur les élections seront transmises à la CCMSA.

Les informations nécessaires à l'impression d'une partie du matériel de vote seront transmises à un prestataire extérieur à la Caisse de MSA.

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, les assurés, peuvent obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations les concernant, en s'adressant auprès de la caisse dont ils relèvent. Le droit d'opposition ne peut s'exercer en raison des dispositions légales.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole ainsi que les Directeurs des Caisses de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 23 avril 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSAL est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 11 juin 2009

Le Directeur Général,
Jean-Marie GERARD

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**Décision de délégation de signature du 16 juin 2009**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1^{er} : Donne délégation principale à Mme Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement,

Et donne délégation secondaire à M. Philippe BOULANGE, Directeur Adjoint, pour signer en son nom et place, en cas d'empêchement de Mme Geneviève LEFEBVRE, toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juin 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY**Décision n° 022/09 du 15 juin 2009 portant délégation de signature**

Le directeur

Vu l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;

Vu les articles D 714-12-1 à D 714-12-4 du Code de la Santé Publique ;

Vu l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 26 juin 2009 ;

Vu le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2002 nommant Madame Marie-Agnès COLLIN PEROCHON Directeur de la Maison d'Accueil Spécialisée du Centre Psychothérapique de Nancy ;

D E C I D E

Article 1^{er} - La décision n° 016/02 du 9 décembre 2002 est annulée.

Article 2 - Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Agnès COLLIN PEROCHON, Directeur de la Maison d'Accueil Spécialisée, à effet de prononcer les admissions des résidents à la M.A.S. et de signer les tableaux de service.

Article 3 - Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Agnès COLLIN PEROCHON, Directeur de la Maison d'Accueil Spécialisée, dans les domaines de compétence et sous les réserves ci-après :

Délégation générale de signature pour tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction de la Maison d'Accueil Spécialisée et de l'activité de la crèche, à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

Article 4 - Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Agnès COLLIN PEROCHON, Directeur de la Maison d'Accueil Spécialisée, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 - La signature visée à l'article 2 est annexée à la présente décision. Elle doit être précédée de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Article 6 - La présente délégation prend effet le 15 juin 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 15 juin 2009

Le directeur,
Gilles BAROU

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16239 du 30 juin 2009 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de Jarny

Par arrêté préfectoral n° 16239 en date du 30 juin 2009, A.I.R., ZAC de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE, a été autorisé à exécuter les travaux en vue du renforcement BTA rue de Verdun, sur la commune de Jarny.

